

---

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES  
FINANCES**

**Institut National de la Statistique et  
de la Démographie  
(INStAD)**



**Politiques commerciales du Bénin et échanges avec  
ses partenaires**

Direction de la comptabilité Nationale et des Statistiques Economiques  
(DCNSE)

**Octobre 2022**

---

---

---

**Institut National de la Statistique et de la Démographie**

***Information sur ce numéro***

**Superviseur général :** HOUNSA Mahounou Laurent,  
Directeur Général de l'INStAD

**Directeur de publication :** ESSESSINO A. Raïmi,  
Directeur de la Comptabilité Nationale et des  
Statistiques Economiques

**Rédacteurs :** VLAVONOU Firmin  
ADJIBOYE Eliezer  
SOSSOU Clément

**Document validé par le Conseil Scientifique de l'INStAD au cours de sa session extraordinaire du mercredi 02 février 2022**

Pour tous renseignements concernant ce document de travail, contacter l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD).

**Adresse**

BP 323, Cotonou, Bénin  
Téléphone (229) 21 30 74 48/21 30 82 44 ;  
Fax (229) 21 30 82 46 ;  
E-mail : [instad@instad.bj](mailto:instad@instad.bj) ;  
Site internet : [www.instad.bj](http://www.instad.bj)

**Citation recommandée :**

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD-Bénin),  
Analyse des politiques commerciales du Bénin et des échanges avec ses partenaires.  
Document de travail, N°DCNSE2022DT02.

---

---

---

## Contenu

Liste des tableaux .....	iii
Résumé .....	iv
<b>1. Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>2. Contexte .....</b>	<b>2</b>
<b>3. Problématique.....</b>	<b>3</b>
<b>4. Objectifs de l'étude.....</b>	<b>4</b>
<b>5. Revue de littérature .....</b>	<b>4</b>
<b>5.1. Cadre conceptuel.....</b>	<b>4</b>
<b>5.1.1. Politique commerciale .....</b>	<b>4</b>
<b>5.1.2. Potentiel d'échanges.....</b>	<b>5</b>
<b>5.2. Le Bénin et la politique commerciale .....</b>	<b>6</b>
<b>5.3. Le Bénin et les accords commerciaux et instruments de politique commerciale .....</b>	<b>6</b>
<b>5.4. Objectifs et identification des difficultés d'application des Tarifs Extérieurs Communs (CEDEAO et UEMOA).....</b>	<b>8</b>
<b>5.5. Revue théorique et empirique.....</b>	<b>9</b>
<b>6. Démarche méthodologique .....</b>	<b>13</b>
<b>6.1. Données et sources des données.....</b>	<b>13</b>
<b>6.2. Analyse descriptive .....</b>	<b>16</b>
<b>6.3. Analyse explicative.....</b>	<b>16</b>
<b>6.3.1. Choix de l'approche.....</b>	<b>16</b>
<b>6.3.2. Les modèles et les méthodes d'estimation.....</b>	<b>16</b>
<b>7. Présentation des résultats et discussions.....</b>	<b>21</b>
<b>7.1. Résultats des analyses descriptives.....</b>	<b>21</b>
<b>7.1.1. Analyse de l'évolution de la balance commerciale du Bénin avec ses partenaires.....</b>	<b>21</b>
<b>7.1.2. Analyse de l'évolution des taxes sur les importations et les exportations ou réexportations.....</b>	<b>22</b>
<b>7.1.3. Analyse de la situation des Tarifs Extérieurs Communs (TEC) UEMOA et CEDEAO sur les échanges commerciaux.....</b>	<b>23</b>
<b>7.2. Résultats de l'analyse économétrique .....</b>	<b>25</b>
<b>7.2.1. Résultats des estimations .....</b>	<b>25</b>

---

---

---

<b>7.2.2.</b>	<b>Résultats des estimations avec le contrôle des effets des taxes</b>	<b>26</b>
<b>7.2.3.</b>	<b>Résultats des estimations avec la prise en compte des effets TECs</b>	<b>26</b>
<b>7.2.4.</b>	<b>Résultats des estimations des potentiels</b>	<b>28</b>
<b>8.</b>	<b>Les obstacles (difficultés) aux échanges commerciaux</b>	<b>30</b>
<b>8.1.</b>	<b>Obstacles (difficultés) aux exportations</b>	<b>31</b>
<b>8.2.</b>	<b>Obstacles (difficultés) aux importations</b>	<b>32</b>
<b>9.</b>	<b>Recommandations</b>	<b>32</b>
<b>10.</b>	<b>Les limites de l'étude</b>	<b>33</b>
<b>11.</b>	<b>Conclusion</b>	<b>34</b>
	<b>Références</b>	<b>35</b>
	<b>ANNEXE : Suite des résultats des travaux</b>	<b>I</b>

---

---

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Synthèse des résultats de la revue de littérature.....	12
Tableau 2 : Répartition des pays par région du panel des données.....	15
Tableau 3 : Quelques éléments d'analyse des effets à partir des variations.....	28
Tableau 4 : Effets des taxes sur le potentiel d'échanges du Bénin .....	29
Tableau 5 : Types de Mesures Non Tarifaires contraignantes à l'exportation et normes privées.....	31
Tableau 6 : Types de mesures non tarifaires contraignantes à l'importation.....	32
Tableau 7 : Tarifs appliqués aux produits béninois sur les principaux marchés.....	I
Tableau 8: Définition des variables des modèles.....	II
Tableau 9 : Liste des obstacles procéduraux .....	III
Tableau 10 : Potentiel moyens d'échange du Bénin avec les pays de l'Afrique du Sud (%) .....	IV
Tableau 11 : Potentiels moyens des échanges en Afrique de l'Ouest .....	IV
Tableau 12 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Afrique centrale et Australe .....	IV
Tableau 13 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Afrique de l'Est .....	V
Tableau 14 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Amérique du Nord ...	V
Tableau 15 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Amérique centrale....	V
Tableau 16 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Amérique du Sud....	VI
Tableau 17 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Asie de l'Est et Pacifique .....	VI
Tableau 18 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Asie du Sud .....	VI
Tableau 19 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Europe de l'Est .....	VII
Tableau 20 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Europe Méridionale	VII
Tableau 21 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Europe de l'Ouest ..	VII
Tableau 22 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Europe Occidentale .....	VIII
Tableau 23 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Asie centrale et Occidentale .....	VIII
Tableau 24 : Tests de stationnarité de Fisher .....	VIII

## Liste des figures

Figure 1 : Balance commerciale moyenne du Bénin avec les pays (Afrique de l'Ouest, l'Est, Amérique du Nord et du Sud) .....	22
Figure 2 : Evolution des taxes sur les échanges commerciaux du Bénin avec ses partenaires.....	23
Figure 3 : Carte de la dynamique des échanges commerciaux avec la mise en œuvre des TEC (CEDEAO et UEMOA) .....	24
Figure 4 : Répartition des pays partenaires dans les échanges commerciaux du Bénin (et zone TEC CEDEAO).....	25
Figure 5 : Evolution des effets des TEC (CEDEAO/UEMOA) sur les potentiels d'échanges du Bénin (Point de %). .....	30
Figure 6 : Evolution de la balance commerciale par zone .....	I

---

---

## Résumé

La dynamisation des échanges commerciaux est un enjeu majeur pour une amélioration des performances économiques. La présente étude vise à évaluer les effets des politiques commerciales du Bénin sur son potentiel d'échanges avec ses partenaires.

La démarche méthodologique exploitée est à la fois descriptive et explicative à travers une revue documentaire et littéraire. Les données de l'étude couvrent un panel de 172 pays partenaires du Bénin de 1985 à 2017.

Les résultats de l'estimation du modèle de gravité révèlent que les politiques commerciales améliorent les potentiels d'échange en particulier ceux en relation avec la CEDEAO et l'UEMOA. Sur une vingtaine d'accords et de protocoles d'accords examinés, les instruments de politique commerciale que sont les Tarifs Extérieurs Communs (UEMOA et CEDEAO) se révèlent avoir les effets les plus importants sur le potentiel d'échanges du Bénin.

Les obstacles que constituent les mesures non tarifaires ont renforcé les mesures tarifaires pour réduire les potentiels d'exportation tout en améliorant ceux d'importation. Les Tarifs Extérieurs Communs (TEC) constituent des outils stimulant les exportations vers certains pays de la CEDEAO dont le Nigéria, le Ghana et la Côte d'Ivoire et d'autres pays hors CEDEAO comme l'Inde et le Vietnam. La mise en application des TEC a eu pour effets de réduire les importations de 29,3 points de pourcentage contre une légère amélioration des exportations de 0,8 point de pourcentage en Afrique de l'Ouest. Dans le monde, elle a réduit les importations de 4,8 points de pourcentage contre une amélioration du potentiel d'exportation de 3,2 points de pourcentage.

Une analyse approfondie des échanges intra et interbranches est une source potentielle de recherche pour réorienter les politiques de promotion du commerce extérieur et améliorer le degré de diversification de l'économie.

## 1. Introduction

Depuis plusieurs décennies, le commerce est devenu une partie intégrante de la stratégie de développement de plusieurs pays du monde pour faire face aux enjeux de croissance inclusive et de réduction de la pauvreté. Les documents stratégiques de réduction de la pauvreté, les plans nationaux de développement et les programmes d'actions des gouvernements font la promotion du commerce comme un outil d'amélioration de la productivité et de transformation structurelle.

La problématique des gains dans le commerce est au cœur des débats de politique économique et continue d'animer des réflexions entre économistes et la demande d'études empiriques pour éclairer les bénéfices de l'ouverture commerciale sont sans cesse croissantes. Les interrogations sur les conséquences de l'ouverture dans un contexte où la concurrence est imparfaite en particulier dans les pays en développement sont autant d'éléments qui militent en faveur des multiples résultats mitigés obtenus à ce jour.

De la théorie des échanges de David Ricardo (1817) à celle d'Adam Smith (1976), la théorie des avantages comparatifs n'arrivent pas toujours à convaincre les politiques économiques dans un environnement où la recherche du gain maximal du commerce devient l'enjeu latent avec des situations de trappes à pauvreté dans plusieurs pays. S'il est vrai que chaque pays gagnerait à commercer, il est aussi vrai que les conditions d'échange ne favorisent pas toujours ces gains et mêmes certains pays peuvent être des perdants. C'est peut-être le cas des pays moins avancés qui n'ont significativement rien encore de potentiel à offrir à ce monde globalisé.

La question de spécialisation dans la production et des exportations a été toujours évoquée comme porteuse de gain à l'instar de la théorie classique du commerce international pour les pays spécialisés s'ils produisent à des coûts relativement faibles. Bien qu'elle constitue une alternative pour le développement des échanges dans un contexte où les effets néfastes de la mondialisation sur les termes d'échange ne cessent d'augmenter, ces effets sur la croissance des exportations et sur la production restent mitigés. Il y a cependant un énorme potentiel à se concentrer sur les stratégies commerciales dans un monde dynamique et globalisant. En effet, les théories du commerce international de Heckscher-Ohlin Samuelson (1933-1940)<sup>1</sup> ont toujours prôné la spécialisation des pays ayant des avantages comparatifs dans la production des biens comme source de croissance économique et du développement. La recherche d'une croissance économique forte représente aujourd'hui le principal enjeu de politique commerciale pour tous les pays, cela d'autant qu'elle indique la performance économique et le niveau des échanges entre partenaires commerciaux. Le Bénin est classé aujourd'hui parmi les pays les moins avancés, alors que les potentialités du pays restent énormes et susceptibles de le sortir de son retard. Avec comme principal atout les exportations de matières premières agricoles et particulièrement celles du coton.

Si pour la plupart des auteurs, la spécialisation pourrait avoir des conséquences néfastes sur les économies en affectant les structures sectorielles, la dynamique de la politique commerciale pourrait être un levier pour amenuiser les effets à long terme et améliorer les gains de productivité conduisant à une croissance inclusive. La diversité des partenaires commerciaux est une source de diffusion de ces chocs où

---

<sup>1</sup> Heckscher-Ohlin-Samuelson. (s. d.). Consulté à l'adresse <http://faculty.washington.edu/danby/bls324/trade/hos.html>

---

une politique commerciale efficace s'avère nécessaire pour contrer les effets pervers de l'ouverture commerciale sur l'offre des économies. Cette étude s'inscrit dans la dynamique de capter les effets de politique commerciale sur le potentiel d'échanges du Bénin avec ses partenaires. Elle tente de répondre à la question de la politique commerciale dans l'application des TEC CEDEAO et UEMOA en présence des accords de l'OMC.

La première partie de cette étude abordera le contexte, la problématique, les objectifs et la revue de littérature et la deuxième partie s'articule autour des résultats, des recommandations et de la conclusion.

## **2. Contexte**

La politique commerciale peut constituer un instrument clé dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). Depuis plusieurs années, la politique commerciale du Bénin s'inscrit dans le cadre plus général de la stratégie de réduction de la pauvreté, ainsi que dans le cadre des engagements découlant de son appartenance à des organisations économiques régionales et de la mise en place d'une politique commerciale commune au sein de ces organisations, tout en restant attaché au système commercial multilatéral.

L'utilisation de la politique commerciale comme un instrument de diversification industrielle et de création de valeur ajoutée est essentielle. Les exportations de biens et services peuvent entraîner des salaires plus élevés pour les plus pauvres, des revenus supplémentaires pour le gouvernement, des opportunités d'emploi, comprenant des emplois à l'étranger bien rémunérés, en particulier pour des femmes et des jeunes à la recherche de l'emploi. Les exportations peuvent ainsi contribuer à lutter contre la pauvreté (ODD1), tout en soutenant l'ODD8, dont la cible (8.a) aspire à accroître l'appui apporté dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux Pays Moins Avancés, et concourir à la mise en place d'un système commercial dans lequel les pays en développement pourraient retirer davantage de bénéfices du système commercial international.

Depuis 1996, l'UEMOA a progressivement libéralisé les échanges commerciaux intra-communautaires et s'est dotée d'une politique commerciale commune se penchant sur la coordination des politiques sectorielles. La Commission de l'UEMOA négocie les accords commerciaux ; un accord non préférentiel relatif au développement des relations de commerce et d'investissement entre les États membres de l'UEMOA et les États-Unis et d'autres accords avec des pays tiers. Le Bénin est aussi membre de la CEDEAO dont les membres s'accordent le bénéfice du traitement préférentiel sur les mêmes produits qu'au sein de l'UEMOA depuis le 1er janvier 2004 et la création d'une union douanière en 2007. En tant que pays ACP (pays d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique), le Bénin a conclu un accord de partenariat économique (APE) avec l'Union Européenne (UE). Il est aussi éligible aux préférences commerciales accordées par les États-Unis dans le cadre de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) ainsi que de l'initiative de l'UE "Tout sauf les armes". Le Bénin a signé et ratifié l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). A ce titre, il participe pleinement aux activités de cette organisation, jouit des droits et s'acquitte de ses obligations en tant que Pays Moins Avancé tout en bénéficiant du Traitement Spécial et Différencié (TSD). Le Bénin prend part aux négociations commerciales multilatérales du Cycle de Doha, et est activement engagé dans le processus de négociation des Accords de Libre Echange (ALE). De plus, le Bénin a conclu des Accords Régionaux et Bilatéraux de Libre Echange (ALE), souvent extra régionaux, qui dépassent le cadre de l'OMC (« OMC plus ») quant à leur portée et leur champ d'action. Le Bénin est bénéficiaire du programme JITAP (Joint Integrated

---

Technical Assistance Programme/Programme Intégré Conjoint d'Assistance Technique), et du Cadre Intégré (OMC, 2004). Ceux-ci lui ont permis à plusieurs reprises de recevoir de l'assistance technique liée au commerce, mais son insertion dans le système commercial multilatéral reste toujours faible.

Les accords commerciaux peuvent constituer un important levier de croissance, en favorisant l'accroissement des échanges commerciaux entre les pays membres d'une part et, avec le reste du monde d'autre part. Ces blocs commerciaux peuvent être sources d'augmentation de commerce et d'expansion des exportations, permettant ainsi aux pays membres de financer la croissance économique. Le gouvernement béninois doit s'assurer que les engagements internationaux auxquels il souscrit, suit efficacement les objectifs visés. Dans ce cadre, la présente étude a été initiée afin d'évaluer l'effet des politiques commerciales sur les échanges du Bénin avec le reste du monde en s'appuyant sur le contexte de l'OMC.

### **3. Problématique**

La politique commerciale est un instrument clé de croissance pour réduire la pauvreté et surmonter les obstacles à un commerce inclusif, diversifié et transformateur. Les échanges commerciaux assujettis à une politique commerciale efficace, peuvent entraîner des niveaux d'amélioration de l'environnement macroéconomique en particulier une meilleure condition pour les femmes et les jeunes. Ils peuvent contribuer à la réalisation des ODD en luttant significativement contre la pauvreté dans les pays moins avancés.

Le système commercial mondial non adapté à la plupart des besoins des pays africains engendre des accords commerciaux méga-régionaux entre les pays dans le souci de surmonter les difficultés liées à la transformation structurelle des pays.

Les nouveaux défis de développement et de croissance durable exigent que des états adoptent des politiques commerciales qui répondent efficacement aux objectifs des programmes d'actions des gouvernements et des plans nationaux de développement. Bien que le développement du commerce soit l'un des nouveaux défis pour le continent africain, en particulier pour le Bénin dans un contexte où le commerce intra-africain reste faible, l'augmentation des capacités d'exportation et de diversification contribuerait à augmenter la résilience des populations face aux aléas économiques et ainsi améliorer leur bien-être.

Dans la recherche de politique optimale de développement du commerce au niveau national pour minimiser les distorsions du commerce international, le Bénin a adopté plusieurs politiques de libéralisation depuis son indépendance. Il a signé plus d'une vingtaine d'accords et protocoles d'accords pour améliorer les gains de commerce et booster la croissance inclusive. Le Bénin est membre de la CEDEAO, de l'UEMOA et a signé et ratifié l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Depuis 1996, l'UEMOA a progressivement libéralisé les échanges commerciaux intra-communautaires et s'est dotée d'une politique commerciale commune. Cette libéralisation n'est pas sans effets sur les pays membres et les populations en particulier sur les populations béninoises.

Le Tarif Extérieur Commun CEDEAO par exemple, les Accords de Partenariat Economiques et l'appartenance à des zones de libre-échange extra régionales sont autant de politiques communes qui peuvent affecter la capacité d'un pays dans sa politique productive et d'exportation. La question que nous nous posons est de savoir dans quelle mesure et sous quel angle les politiques commerciales affectent-elles le potentiel d'échanges du Bénin ? Cette étude s'inscrit dans la vision du Plan National de Développement des Communes (PNDC ; 2018-2025) qui cadre avec les capacités

---

du Bénin de disposer d'ici à 2025 de l'ensemble des capacités commerciales et institutionnelles pour un commerce intégré dans les chaînes de valeur mondiales qui contribuerait davantage au développement économique et social, à la sauvegarde de l'environnement et des intérêts des consommateurs. Elle permet d'évaluer les effets des politiques sur la capacité d'échanges en s'intéressant à l'analyse des politiques commerciales sur le potentiel d'échanges du Bénin avec ses partenaires.

#### **4. Objectifs de l'étude**

L'objectif général de cette étude est d'évaluer les impacts des politiques commerciales sur le potentiel du Bénin à échanger avec les autres pays du monde. De manière spécifique, il s'agit de (d) :

- identifier les instruments de politique commerciale du Bénin;
- mesurer l'impact des politiques commerciales sur le potentiel d'échanges commerciaux;
- identifier les problèmes inhérents à la mise en œuvre des politiques commerciales.

#### **5. Revue de littérature**

##### **5.1. Cadre conceptuel**

La plupart des économies sont ouvertes pour tirer profits du commerce international. La dynamique de la mondialisation et le rythme du commerce international imposent que chaque pays adopte des stratégies et mécanismes qui concourent à la maximisation des gains d'échanges en adoptant des accords bilatéraux, régionaux ou extrarégionaux. Les mécanismes à mettre en œuvre pour tirer bénéfice de ces accords soulèvent la notion de politique en matière d'échange communément désigné sous le nom de politique commerciale.

##### **5.1.1. Politique commerciale**

La politique commerciale est vue dans la littérature des échanges comme une composante de la politique extérieure économique d'un pays. Comme le souligne Robert<sup>2</sup> (1980), « La politique extérieure économique est l'usage de la politique afin d'établir des règles pour les transactions économiques entre un État et ses citoyens et les citoyens d'autres États. Il s'agit également de l'ensemble des actions gouvernementales dont l'objectif est d'influencer l'environnement économique international ». Pour certains, à l'instar de Cohen (1968)<sup>3</sup>, la politique est « la somme des gestes posés par l'État dans le but d'influencer l'étendue, la composition et la direction de ses importations et exportations de biens et services ». Elle est l'ensemble des activités des gouvernants dont les objectifs sont d'influer sur les rapports commerciaux d'un pays avec l'extérieur tout en modifiant les importations ou les exportations à travers la promotion des législations visant la réduction, l'élimination ou l'harmonisation de ses barrières tarifaires et non tarifaires. De l'étude de la politique commerciale, émergent trois grandes variables relatives au contexte socioéconomique national, à l'environnement international et à l'Etat dont les niveaux d'analyse tournent autour des niveaux, sociétal, systémique et étatique.

---

<sup>2</sup> Robert A. PASTOR, *Congress and the Making of Foreign Economic Policy, 1929-1976*, Berkeley, University of California Press, 1980, p. 9.

<sup>3</sup> Benjamin J. COHEN (dir.), *American Foreign Economic Policy. Essays and Comments*, New York, Harper and Row, 1968, p. 20.

La politique commerciale peut alors être perçue comme l'ensemble des stratégies d'un Etat en vue de tirer le maximum de profit dans les échanges commerciaux avec les autres pays.

Ces éléments de définition de la politique commerciale ont également été abordés dans le document de consultation de l'UNSCN (United Nations System Standing Committee on Nutrition) sur la mise en œuvre du Cadre d'Actions de la Deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition élaboré en Mai 2016. En effet, « les politiques commerciales englobent les règles et réglementations mises en place par les gouvernements pour régir les transactions qui transcendent les frontières nationales. La politique commerciale moderne s'accompagne de toute une série d'instruments de politique conçus pour influencer non seulement le transfert physique des produits par-delà les frontières nationales, mais aussi la prestation des services et les échanges économiques. Elle inclut des mesures qui influencent le commerce transfrontière ainsi que les politiques intérieures qui concernent le commerce et incitent les sociétés privées à commercer et à investir. »

Pour mettre en œuvre sa politique commerciale, l'Etat utilise plusieurs moyens notamment : les barrières tarifaires, les limitations sur la quantité d'importations ou d'exportations de certains produits au regard des normes environnementales, sécuritaires ou encore sanitaires (Voir Encadré 1). Ces moyens sont actés par les dispositions législatives.

#### Encadré 1. Libéralisation et politique commerciale

En matière de "libéralisation des échanges", l'objectif général de la politique commerciale moderne est de réduire les obstacles qui entravent le commerce. Parmi les mesures de libéralisation des échanges actuels, il convient de mentionner :

- ✓ la réduction des droits de douane, contingents et taxes à l'exportation ;
- ✓ l'harmonisation (utilisation de normes internationales) et la transparence accrue des mesures sanitaires/phytosanitaires, les règles d'étiquetage des denrées alimentaires et autres obstacles techniques au commerce ;
- ✓ la protection des droits de propriété intellectuelle,
- ✓ les mécanismes de règlement des différends,
- ✓ la réduction des obstacles au commerce des services, tels que les opérations bancaires, les télécommunications et l'immobilier,
- ✓ la réduction des distorsions des échanges, des subventions agricoles internes et à l'exportation,
- ✓ le traitement égal des entreprises du secteur alimentaire étrangères et locales dans les marchés publics,
- ✓ le soutien au développement d'infrastructures et de capacités pour le commerce, par exemple des voies de communication et des installations de stockage, des agences de promotion des exportations
- ✓ des dispositions pour accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris des marchandises en transit; des mesures en vue d'une coopération effective entre les douanes et les autres autorités compétentes pour les questions de facilitation des échanges et de respect des procédures douanières

Ces politiques sont souvent liées à des accords commerciaux entre différents pays et mis en œuvre par les pays signataires. Certaines politiques commerciales peuvent aussi être appliquées unilatéralement par les pays. Les politiques définies dans les accords commerciaux ont généralement un caractère contraignant, même si elles peuvent également faire référence à des normes volontaires. Les politiques unilatérales peuvent être modifiées par l'intermédiaire de processus législatifs nationaux.

**Source:** United Nations System Standing Committee on Nutrition, 2016.

### **5.1.2. Potentiel d'échanges**

Le potentiel d'échanges traduit l'ensemble du flux de trafics commerciaux possibles entre deux pays ou communautés en relation. Il permet de capter le volume et la

---

valeur des biens et services que des pays peuvent inter-échanger entre eux. C'est l'ensemble du commerce qui pourrait être créé et/ou détourné entre deux ou plusieurs pays.

## **5.2. Le Bénin et la politique commerciale**

Les dispositions de la constitution béninoise en son Titre IX prévoit le traitement des accords et traités internationaux en matière de commerce. Le Bénin intègre dans ses politiques commerciales les directives des organisations économiques et régionales auxquelles il appartient en l'occurrence l'UEMOA et de la CEDEAO qui mettent en place des dispositions communes.

Le développement du commerce et l'amélioration des politiques commerciales restent au cœur des stratégies de développement et de croissance inclusives au Bénin comme le souligne le dernier examen des politiques commerciales du Bénin (2010). L'amélioration de l'environnement des affaires ainsi que la promotion du commerce et de l'investissement restent au cœur du programme de développement du Bénin. Le document stratégique et d'orientation SCRP 2011-2015 le souligne bien dans les quatre domaines prioritaires d'intervention en cohérence avec la Programme d'Action du Gouvernement dont la diversification de l'économie via la promotion de nouvelles filières porteuses pour l'exportation et la promotion de l'intégration régionale et de l'insertion dans les réseaux mondiaux.

La formulation et la mise en œuvre de la politique commerciale du Bénin impliquent plusieurs institutions qui interviennent dans l'appui du secteur privé et dans la promotion du commerce et de l'investissement. L'adaptation des stratégies et l'amélioration des politiques commerciales au Bénin ont conduit à la mise en place depuis quelques années des réformes de restructuration. L'exemple le plus récent est la création en 2014 de l'Agence pour la Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) pour juguler les activités de trois agences : le Centre de Promotion des Investissements (CPI), l'Agence Béninoise de la Promotion des Echanges Commerciaux (ABePEC<sup>4</sup>) et le Guichet Unique de Formalisation des Entreprises (GUFÉ). De plus, le Bénin a mis en place un Bordereau de Frais Unique et d'un Bordereau de Suivi Electronique des Cargaisons des Marchandises pour le commerce frontalier et a limité les postes de contrôle sur le corridor par un décret du Gouvernement pour la réduction du temps de contrôle des véhicules (Politique Nationale de Promotion des Investissements Privés, 2021-2030).

## **5.3. Le Bénin et les accords commerciaux et instruments de politique commerciale<sup>5</sup>**

Le Bénin est membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) depuis 1996 au rang des Pays Moins Avancés (PMA) après sa signature en septembre 1963 de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT). Tenu d'accorder à ses partenaires commerciaux au moins le traitement de la nation la plus favorisée (NPF), Il bénéficie ainsi de l'assistance technique en matière de commerce dans le cadre du programme « Cadre Intégré » financé par la Banque Mondiale.

L'UEMOA et la CEDEAO, deux organisations régionales dont le Bénin est membre, ont mis en place un marché commun et des Tarifs Extérieurs Communs (TEC) comme instruments de politique commerciale afin de renforcer la libre circulation des biens entre les pays membres.

---

<sup>4</sup> L'ABePEC était elle aussi née de la fusion du Centre béninois du commerce extérieur (CBCE) avec l'Observatoire des opportunités d'affaires (OBOPAF).

<sup>5</sup> La moyenne simple du TEC de la CEDEAO est supérieure à celui de l'UEMOA (13,1 % contre 11,9 %).

---

Le TEC de l'UEMOA, qui consiste à appliquer le même tarif sur les produits en provenance des pays non-membres, comprend un tarif douanier ad valorem qui varie entre 0 et 20%, d'une redevance statistique (1%), d'un prélèvement communautaire de solidarité (1%) et de dispositions complémentaires de taxation comme la taxe conjoncturelle sur les importations (TCI) et la taxe dégressive de protection (TDP). Enfin, le Bénin applique une exonération totale des droits et taxes d'entrée (à l'exception des taxes intérieures) sur les produits originaires de la région, conformément aux dispositions tarifaires prises au sein de l'UEMOA.

En complément au TEC de l'UEMOA, le TEC de la CEDEAO ajoute une nouvelle bande tarifaire de 35% pour mieux protéger les secteurs stratégiques (les filières horticoles et avicoles, l'agro-business ou encore les industries de savonnerie et du textile)<sup>6</sup>. Il ajoute également un prélèvement communautaire de 0,5% aux autres droits permanents pour financer ses institutions. Les TEC de la CEDEAO et de l'UEMOA sont deux services complémentaires surtout dans les mesures d'accompagnements notamment sur l'application d'un Code Communautaire des douanes et les dispositions communes sur l'évaluation des marchandises.

Depuis décembre 2014, le Bénin est signataire de l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union Européenne (UE) et les pays de l'Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP)<sup>7</sup> selon lequel l'UE ouvre entièrement son marché à l'Afrique de l'Ouest tandis que cette dernière diminuera progressivement sur une période transitoire de vingt (20) ans ses tarifs douaniers sur les importations en provenance de l'UE. De ce fait, le Bénin tout comme les pays de l'Afrique de l'Ouest devrait libéraliser 75 % des lignes tarifaires à la fin de la période de transition. Ainsi, 25 % des lignes tarifaires resteront similaires aux tarifs pour tous les pays tiers. Les produits sensibles, qui sont soumis au taux de 35 % sous le TEC de la CEDEAO, sont exclus de l'APE tout comme la moitié des produits soumis au taux de 20 %. En revanche, les tarifs douaniers seront progressivement éliminés sur les biens tels que les équipements et les intrants à la production. En tant que PMA, le Bénin bénéficie également de l'initiative « Tout sauf les armes (EBA – Everything but Arms) » de l'UE qui admet en franchise de droits les produits de ces pays sur les marchés européens.

Le Bénin est éligible à l'AGOA, mis en place par les Etats-Unis, qui permet l'accès au marché des États -Unis en franchise de droits et de contingent pour différentes marchandises, y compris certains produits agricoles et textiles (sauf les vêtements). Il est également bénéficiaire du programme « Apparel provision 18 » depuis janvier 2004 qui lui permet d'exporter vers les États-Unis et en franchise de droit de douane les vêtements confectionnés de fils et de tissus d'origine subsaharienne ou américaine.

Ces accords de politique se traduisent par des instruments de politique commerciale dont les principaux sont les taxes. Cette étude se focalise sur les droits de douane à l'importation, la TVA à l'importation, taxes sur les importations, les autres charges sur les importations, les frets et les importations, les taxes sur les exportations et les réexportations. Tels sont les principaux instruments dont les effets sur les potentiels d'échange seront captés sous les angles de taxes et Tarif extérieurs Communs pour les cas de la CEDEAO et de l'UEMOA.

---

<sup>6</sup> La moyenne simple du TEC de la CEDEAO est supérieure à celui de l'UEMOA (13,1 % contre 11,9 %).

<sup>7</sup> Au moment de la rédaction de ce rapport, le Nigéria et la Gambie n'ont pas encore signé l'APE.

## **5.4. Objectifs et identification des difficultés d'application des Tarifs Extérieurs Communs (CEDEAO et UEMOA)**

### **5.4.1. Objectifs des Tarifs Extérieurs Communs (TEC/CEDEAO & UEMOA)**

Selon Coulibaly et Plunkett (2006) dans leur recherche sur le TEC/UEMOA au TEC/CEDEAO le TEC visait à :

- ✓ simplifier les systèmes tarifaires en vigueur dans l'Union (face à la prolifération des droits et taxes, à une différenciation tarifaire excessive, au niveau relativement élevé de la fiscalité globale) ;
- ✓ ouvrir l'Union sur l'économie mondiale (vu la faible dimension économique de l'Union qui limite les possibilités d'un développement autocentré) ;
- ✓ protéger la production communautaire (protection effective positive par des tarifs nominaux bas sur les intrants) ;
- ✓ lutter contre les détournements de trafic (l'existence de tarifs non uniformes entre les États membres crée des distorsions dans la concurrence avec le risque que les exportateurs de pays tiers fassent entrer leurs produits dans l'Union par le pays à tarif extérieur le moins élevé pour les réexporter par la suite vers les pays à tarif extérieur plus élevé [avec le problème de contrôle de l'origine des produits que cela pose]).

Le Centre du Commerce International dans son rapport, sur les Perspectives des entreprises du Bénin dans sa Série de LITC sur les Mesures Non Tarifaires, présente le Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO comme dans l'encadré 2 ci-après.

#### **Encadré 2. Le Tarif extérieur commun au sein de la CEDEAO**

La promotion de l'intégration régionale, via entre autres la mise en place d'un marché commun, est l'un des principaux objectifs de la CEDEAO (article 3 du traité révisé de la CEDEAO). La réalisation du marché commun repose sur la libre circulation des biens (assurée par le schéma de libéralisation des échanges) et des personnes, le droit de résidence et d'établissement ainsi que sur l'adoption d'un tarif extérieur commun (TEC). Le TEC de la CEDEAO, qui s'appuie sur celui de l'UEMOA, est entré en vigueur dans tous les pays membres en janvier 2015. Il comprend cinq bandes tarifaires (0% à 35%) réparties selon le degré de transformation et la nature sociale du produit. Les biens sociaux essentiels (produits destinés à la santé, produits culturels et certaines céréales) sont exonérés de droits de douane. Les produits de première nécessité, les matières premières, les intrants et autres biens intermédiaires sont soumis à des droits compris entre 5% et 10%. Les biens de consommation finale sont taxés à 20% tandis que les biens spécifiques pour le développement économique (produits sensibles qui sont stratégiques en raison de leur vulnérabilité, la promotion du secteur ou encore leur forte potentialité) le sont à 35%. Ainsi, le TEC de la CEDEAO permet de mieux protéger les industries de transformation, certains produits et de promouvoir le secteur privé. Il est accompagné de mesures complémentaires telles que la taxe d'ajustement à l'importation (TAI) et la taxe complémentaire de protection (TCP). Toutefois, le taux maximum de droit de douane qu'un État membre peut appliquer, y compris la TAI et la TCP, ne doit pas dépasser 70%.

Source : Site internet de la CEDEAO et proposé par le Centre du Commerce International(2017).

---

#### **5.4.2. Identification des difficultés d'application des Tarifs Extérieurs Communs (CEDEAO et UEMOA)**

Il y a très peu d'étude sur les problèmes inhérents à l'application des TEC aussi bien de la CEDEAO que de l'UEMOA du fait probablement de la genèse de ces instruments. Les travaux dont nous avons connaissance sont attribués à DIAO (2017) et à Coulibaly et Plunkett (2006). Pour ces derniers, au-delà des obstacles non tarifaires, l'application du TEC CEDEAO rencontre des difficultés de respect des engagements individuels à l'OMC puis les problèmes inhérents au cas des Prélèvements Communautaires intégrés et de taxation des médicaments (DIAO, 2017).

En ce qui concerne les difficultés du respect des engagements, elles soulèvent le problème des engagements pris au niveau de l'OMC et le contexte des économies dans le maintien des taux appliqués dans la fourchette des taux consolidés. Mais le problème, en ce qui concerne les produits non agricoles certains pays semblent depuis 2015 appliqués des taux supérieurs aux taux consolidés. Comment alors concilier les taux appliqués avec les taux consolidés pour honorer les engagements de l'OMC ?

Les quelques difficultés observées dans l'application du TEC se résument en une application non uniforme des règles puis la mauvaise maîtrise des règles d'origine, les exonérations et régime d'incitation favorisant potentiellement des entorses au régime TEC puis les barrages routiers. Ce sont tant d'éléments qui justifient la rigidité des exportations dans la zone CEDEAO et en particulier au Bénin.

#### **5.5. Revue théorique et empirique**

L'insuffisance des échanges commerciaux intra régions dans le monde et en particulier en Afrique soulève la question de la connaissance des résultats théoriques du commerce international. La pertinence empirique des résultats théoriques pour mesurer l'influence des politiques commerciales sur la capacité d'un pays et d'une région à redynamiser les exportations à travers des instruments expérimentés du commerce ont connu un essor ces dernières années.

De l'importance des effets-frontières dans les échanges internationaux (Matthieu Crozet & Federico Trionfetti, 2002) aux politiques de protection commerciale déguisé et aux accords de libre-échange entre pays, la littérature empirique fait souvent référence à des méthodes de plus en plus variées pour mesurer les incidences de politique commerciale.

La théorie du commerce international place l'application du modèle gravitationnel dans les récentes études au centre des analyses de potentiels. En effet, le modèle gravitationnel ou modèle de gravité est une relation empirique reliant le volume de commerce entre deux pays à la taille des deux pays et à la distance les séparant. Depuis les travaux pionniers de gravitation de Newton (1687), l'un des modèles empiriques les plus réussis en économie est matérialisé par l'équation de gravité qui stipule que la force d'attraction exercée entre deux corps est égale au produit des masses des deux corps, divisé par le carré de la distance qui les sépare.

Dans l'analyse du potentiel des échanges intermaghrébins, TALEB et HACHEMAOUI (2017) exploitaient les avantages des modèles de gravité. Avec une spécification sur un panel de 27 pays couvrant la période de 1995 à 2010. Ils rejoignent ainsi comme plusieurs autres auteurs tel que Aitken (1973, p. 881-882) qui a été l'un des premiers auteurs à ajouter aux variables traditionnelles une variable indicatrice des accords régionaux.

Pour ces derniers, le volume des exportations est une fonction semi-log des variables classiques telles que les PIB des pays, la distance entre les pays, le partage des frontières et plusieurs autres variables de contrôles qui ne sont pas en logarithme. La spécification est comme ci-après :

$$\ln(X_{ijt}) = \alpha_0 + \alpha_1 \ln(Y_{it}) + \alpha_2 \ln(Y_{jt}) + \alpha_3 \ln(Dis_{ij}) + \alpha_4 Contig_{ij} + \alpha_5 SFM_{ij} + \alpha_6 Colony_{ij} + \alpha_7 UMA + \alpha_8 Pétrole + v_t + u_{ij} + \varepsilon_{ijt} \quad (1)$$

Où

$i$  et  $j$  représentent respectivement les pays exportateur et importateur ;

$X_{ijt}$  : Volume des exportations du pays  $i$  vers le pays  $j$  ;

$Y_{it}$  ; PIB du pays  $i$  ;

$Dis_{ij}$  : Distance pondérée entre les pays  $i$  et  $j$  ;

$v_t$  : Effets temporels ;

$u_{ij}$  : Effets individuels ;

$\varepsilon_{ijt}$  : Les résidus ;

$Contig_{ij}$  : La variable binaire captant l'effet d'une frontière commune ; elle prend la valeur 1 si  $i$  et  $j$  ont une frontière commune et 0 autrement ;

$SFM_{ij}$  : Cette variable binaire est égale à 2 si les deux n'ont pas de façade maritime, elle prend la valeur 1 si l'un n'en a pas et 0 si tous les deux en ont ;

$Colony_{ij}$  : Variable binaire de lien colonial est égale à 1 si  $i$  et  $j$  ont des liens coloniaux et 0 sinon ;

**UMA**: Cette variable prend la valeur 1 si  $i$  et  $j$  appartiennent à l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et 0 autrement.

**Pétrole**: une variable muette qui tient compte si le pays  $i$  est un exportateur de pétrole. Elle prend la valeur 1 si le pays en est un et 0 dans le cas contraire.

Plusieurs autres approches se sont développées dans l'analyse des potentiels en ayant pour instrument de modélisation les modèles de gravité. Dans une approche d'expansion des potentiels d'échanges commerciaux, Kotchoni et al. (2019) ont examiné le potentiel d'expansion des échanges commerciaux entre les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest en utilisant comme variable dépendante l'ouverture commerciale. Cette dernière est déterminée par les distances, la taille du PIB, l'enclavement, le partage de la langue française et l'utilisation d'une monnaie commune.

Dans le même sillage, Abdullah, Hussin et Abuhriba (2014) ont étudié les déterminants du commerce intra régional au sein des pays membres de l'Union du Maghreb Arabe. Avec les données de 1989 à 2009 sur l'Algérie, la Lybie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie, ils utilisent le modèle de gravité dont la spécification se présente comme suit :

$$\ln(Y_{ijt}) = \beta_0 + \beta_1 \ln(GDP_{it}) + \beta_2 \ln(GDP_{jt}) + \beta_3 \ln(POP_{it}) + \beta_4 \ln(POP_{jt}) + \beta_5 \ln(DINS_{ij}) + \beta_6 \ln(FCR_{ij}) + \beta_7 \ln(RER_{ij}) + \beta_8 \ln(OPENNESS_{ij}) + \beta_9 (AGMT_{ij}) + \beta_{10} (LAN_{ij}) + u_{ijt} \quad (2)$$

L'utilisation des modèles de gravité dans l'analyse des potentiels d'échanges commerciaux et d'impacts d'accords de libre-échange dans les commerces régionaux et internationaux deviennent de plus en plus grandissantes du fait de leur adaptation

aux relations entre pays, de leur flexibilité d'application dans l'analyse de l'attractivité et des effets frontières. Des résultats de plus en plus robustes sont obtenus quant à l'introduction de plusieurs variables de contrôle pouvant tenir compte de la diversité des partenariats multilatéraux, des effets de langues, de la taille des économies qui sont reconnus affecter le commerce entre les pays.

Les travaux d'Anderson et Van Wincoop (2003) ont contribué d'une part à donner un fondement microéconomique au modèle de gravité mais aussi à tenir compte de manière explicite des obstacles aux échanges en modélisant les échanges entre le Canada et les Etats-Unis. Leur spécification est comme ci-après :

$$X_{ij} = A \frac{Y_i Y_j}{Y_w} \left\{ \frac{t_i t_j}{P_i P_j} \right\}^{1-\sigma} \quad (3)$$

$t_{ij}$  représente les obstacles aux échanges,  $P_i$  et  $P_j$  des indices des prix respectivement des pays i et j,  $Y_i$ ,  $Y_j$  et  $Y_w$  les PIB des pays i, j et du monde avec  $\sigma$  l'élasticité de substitution qui est supposée supérieure à 1.

Pour exploiter la flexibilité des modèles de gravité et leur spécification pour analyser les échanges bilatéraux que multilatéraux, une structure riche de données de panel est souvent proposée. C'est le cas de la plupart des auteurs en particulier de SUPPER(2012). A partir d'une spécification en données de Panel, SUPPER a évalué l'impact du commerce international sur le marché du travail des industries canadiennes. Pour ce dernier, la hausse du taux d'importation réduit le nombre d'emplois ; les salaires ne semblent être que faiblement exposés au commerce international et l'impact du commerce international varie selon l'aspect intra branche ou extra branche.

A côté de ces modèles de gravité, les Modèles d'Equilibre Général Calculable ont contribué largement à l'analyse d'impact sur les échanges. Ainsi dans l'analyse des Accords de Partenariat Economique sur l'économie béninoise, Adjovi et al. (2006) ont souligné la sensibilité des échanges commerciaux à ces accords économiques en estimant un Modèle d'Equilibre Général Calculable.

Dans le même sens, NGUEMA (2006) étudiait l'impact des accords de l'OMC sur l'économie du Cameroun en exploitant les modèles multirégionaux d'équilibre général calculable (EGC) de type GTAP (Global Trade Analysis Project).

Le tableau ci-après présente la synthèse des principaux travaux sur l'analyse et la mesure des échanges commerciaux entre les pays.

**Tableau 1 : Synthèse des résultats de la revue de littérature**

<b>Références</b>	<b>Modèles</b>	<b>Variables</b>	<b>Zones géographiques</b>	<b>objectifs</b>
Crozet & Federico Trionfetti, 2002	modèles de commerce en concurrence monopolistique aboutissent généralement à des formes log-linéaires directement estimables en panel quadridimensionnel : année, pays importateur, pays exportateur et secteur (seize secteurs manufacturiers)	Coût de transport, Indice des prix des variétés, Utilités des consommateurs, élasticités de substitution, revenu des ménages, part des dépenses des ménages	France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni et Pays-Bas	Analyser les effets frontières dans les échanges internationaux Déterminer les demandes publiques et privées pour les échanges
Newton (1687),	Modèle de gravité	Les poids, distances et la constante gravitationnelle	Universel	Analyser l'attraction entre deux objets
Adjovi et al. (2006)	Modèle d'Equilibre Général Calculable	Importations, Exportations, accords économiques	Afrique, Bénin	Analyser l'impact des accords de Partenariat sur les échanges commerciaux
NGUEMA (2006)	Modèles multirégionaux d'équilibre général calculable (EGC) de type GTAP (Global Trade Analysis Project).	Accords de l'OMC/ données de panel	Afrique-Cameroun	Etudier l'impact des accords de l'OMC sur l'économie nationale
SUPPER (2012)	Régressions en données de panel de 1993-2007	Taux d'importation, nombre d'emploi, les salaires, Exportations, Importations, Aspect intra-branche ou extra-branche	Amérique du Nord-Canada	mesurer l'impact du commerce international sur le marché du travail des industries canadiennes
HACHEMAOUI(2017)	Modèle de gravité en données de panel (27 pays de 1995 à 2010	Exportations, PIB, Distance, frontière, façade maritime, lien colonial, exportateur de pétrole,	Afrique du Nord-Maghreb	Analyser le potentiel d'échanges Intermaghrebins
KOTCHONI et al. (2019)	Modèle de gravité en données de panel des pays de l'Afrique Francophone de l'Ouest	Ouverture commerciale bilatérale, PIB, distance, enclavement, monnaie commune et, frontière, Langue	Afrique-Ouest	Analyser le potentiel d'expansion des échanges commerciaux

		francophone, communautés économiques régionales,		
Abdullah et al. ()	Modèle de gravité en données de panel de 5 pays de 1989 à 2009	PIB, distance, Population, Ouverture commerciale, langue commune, etc.	Union du Maghreb arabe	Analyser les déterminants du commerce inter-régional
Anderson et Van Wincoop (2003)	Modèle de gravité en panel entre les industries	PIB, obstacles aux échanges, indices de prix, élasticités de substitution	Amérique du Nord-Canada, Etats-Unis	Donner un fondement économique au modèle de gravité
Fontagné et al. (1999),	Modèle de gravité en données de panel	PIB, populations, distances		Analyser le potentiel d'échange entre les pays
Linneman (1966);	Modèle de gravité en données de panel	PIB, Tailles économique relative en taux de change courant, distance, frontière, Union économique régionale,	Europe	Analyser les flux commerciaux entre les pays
Festoc-Bergstrand (1989)	Equation générale de gravité	Valeurs des échanges, PIB, PIB par habitant, les taux de change réel, Indices de prix de gros, Investissements Directs Etrangers	Union Européenne et Europe Centrale Orientale	Analyser le potentiel d'échange entre les pays

Source : Illustration de l'auteur, INStAD, 2020.

## 6. Démarche méthodologique

Cette étude se déroule en trois phases inter reliées les unes aux autres. La première consistera à la collecte des données sur les variables identifiées à partir de la littérature théorique et empirique puis du contexte béninois pour proposer une analyse descriptive dans une deuxième phase. La troisième phase consistera à estimer un modèle à l'instar des études récentes sur le phénomène de potentiel d'exportation et de politique commerciale pour proposer des recommandations à la dynamique du commerce du Bénin avec ses partenaires.

### 6.1. Données et sources des données

L'implémentation de cette étude exige l'utilisation des données aussi bien qualitatives que quantitatives dans les observations de politique commerciale et de données macroéconomiques. Elles proviennent des sources secondaires des données de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD), de la Banque Mondiale (BM) et les données du Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) (Voir Tableau ci-après). Comme l'analyse concerne le Bénin et ses partenaires commerciaux, la collecte des données sur les échanges de l'INStAD a fait ressortir environ 184 pays avec lesquels le Bénin a eu des échanges commerciaux

---

depuis 1998. Mais seulement 172 pays sont retenus du fait de la disponibilité des données sur toute la période et de la rareté des échanges.

✓ **Les pays de l'échantillon d'étude**

Cette étude concerne un panel de 172 pays dans le monde avec lesquels le Bénin a fait des échanges commerciaux de 1998 à 2017. La disponibilité des données et leur cohérence pour limiter au maximum d'utiliser trop de données estimées sont des avantages à travailler sur la période de 1998 à 2017.

De manière particulière, les périodes d'études où il y avait réellement des échanges entre le Bénin et le partenaire concerné sont pris en compte dans les estimations afin de mesurer le potentiel d'échange et les effets des politiques commerciales. La liste des régions et le nombre de variables se trouvent dans le tableau ci-après. Les détails des pays par région sont fournis en Annexe.

**Tableau 2 : Répartition des pays par région du panel des données**

Régions	Nombre de pays par région	Nombre de variables initial	Sources / Période
AFRIQUE DU SUD	8	16	INStAD et CEPII (1998-2017)
AFRIQUE DE L'OUEST	13	16	
AFRIQUE CENTRALE	11	16	
AFRIQUE DE L'EST	12	16	
Amérique du Nord	2	16	
CARAIBES	12	16	
AMERIQUE DU SUD	10	16	
AMERIQUE CENTRALE	7	16	
ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE	8	16	
ASIE DU SUD	8	16	
EUROPE DE L'EST	10	16	
EUROPE MERIDIONALE	8	16	
EUROPE DE L'OUEST	8	16	
EUROPE OCCIDENTALE	7	16	
ASIE CENTRALE ET OCCIDENTALE	8	16	
MOYEN-ORIENT et AFRIQUE DU Nord	21	16	
AUTRES PAYS	19	16	
<b>Total</b>	<b>172</b>	<b>16</b>	

Source : Illustration des auteurs, INStAD, 2020

### ✓ Les variables de l'échantillon d'étude

Pour chaque pays du panel, il est considéré la part du PIB du pays partenaire dans le PIB global de l'échantillon ( $GDPPN_j$ ), la différence de PIB et de PIB par tête  $DFGDPP_{ij}$ ,  $DFGDPC_{ij}$  (pour faire référence à la distance économique entre les pays),  $GDPCN_j$  est le PIB au taux de change courant du pays  $j$  normalisé par le PIB total des pays de l'échantillon,  $DFGDPCN_{ij}$  est la différence de taille économique entre le pays  $i$  et  $j$  au taux de change courant ;  $DFGDPPH_{ij}$  est la différence de taille économique en terme de PIB par habitant entre les pays  $i$  et  $j$ ;  $Dist_{ij,t}$ , distance géographique entre les pays partenaires (proxy du coût de transport), des variables muettes pour des pays ayant des frontières communes et mesurer l'effet d'avoir une frontière commune sur les échanges, et l'appartenance à la CEDEAO et l'UEMOA<sup>8</sup>. Les données sur les exportations proviennent de l'INStAD, et les autres variables proviennent de CEPII/CHELEM (de Sousa J., Mayer, T. & Zignago, S. (2012)). Toutes les variables des modèles sont stationnaires à niveau sauf les PIB en valeur et en volume des pays. Toutes les variables sont prises en logarithme népérien afin d'interpréter les coefficients comme des élasticités sauf les variables de contrôle des effets de taxes et de Tarifs Extérieurs Communs.

Comme Fontagné et al.(1999), nous avons fait le choix de la prise en compte des variables utilisées en taux de change courant pour tenir compte de la spécificité de certaines économies de la CEDEAO et le contexte d'avantage comparatif de la théorie classique du commerce international non souvent adaptée pour ces économies. Le niveau relatif de productivité étant faible dans certains pays et soulève ainsi le problème de convergence de revenu par tête.

Dans ces conditions, le taux de change courant renseigne sur l'évolution probable des échanges à court terme. L'appartenance à la CEDEAO et l'UEMOA devrait conduire à une augmentation des échanges. Les pays membres devraient en profiter en particulier le Bénin pour accroître ces échanges et ses capacités productives et industrielles.

<sup>8</sup> La définition des variables est présentée en Annexe du document

---

## **6.2. Analyse descriptive**

Cette analyse est à la fois uni variée, bi variée et multivariée avec la mise en œuvre des analyses factorielles. L'analyse descriptive permet de faire le portrait de la situation des échanges en lien avec les instruments de politique commerciale en ayant un regard sur la cohérence avec la réalité économique. Une approche visuelle est privilégiée pour exposer la dynamique sur la politique commerciale et les potentialités d'échange du Bénin avec ses partenaires.

## **6.3. Analyse explicative**

### **6.3.1. Choix de l'approche**

L'analyse explicative s'inscrit dans la dynamique de la littérature théorique et empirique des échanges commerciaux pour expliquer les effets de la politique commerciale. Deux grandes familles de modèle explicatif sont utilisées dans la littérature empirique de mesure de potentiel et des effets de la politique commerciale dans les espaces d'intégration. Il s'agit des modèles d'équilibre Général Calculables avec leur extension et les Modèles gravitationnels qui permettent de faire ressortir par rapport à la norme gravitaire, le surplus de commerce attribuable à une zone comme la CEDEAO par exemple. Vu le caractère instantané des données des modèles d'équilibre général calculable et la nature des données macroéconomiques en jeu (pour la plupart), nous privilégions à l'instar des auteurs tels que Lindemann (1966) et de Krugman (1980) l'implémentation des modèles gravitationnels. Les effets « frontières » seront pris en compte comme l'ont suggéré les travaux d'Anderson et Van Wincoop (2003).

Cette étude s'inspire des travaux de Linneman (1966); de Festoc-Bergstrand (1989) et des travaux d'Anderson et Van Wincoop (2003) pour la prise en compte de l'effet des frontières dans les échanges des pays ayant une frontière commune avec le Bénin. Il s'agit particulièrement des pays de la CEDEAO et de l'UEMOA.

L'équation de Linneman semble décrire en grande partie les relations qu'entretient le Bénin avec ses partenaires.

La proximité des grands marchés de la CEDEAO et de l'UEMOA (en particulier le Nigéria, première économie africaine et représentant un poids important pour la CEDEAO) du Bénin et la similarité des facteurs sociaux-culturels sont une opportunité d'échanges. Cette proximité justifie la prise en compte du facteur distance dans l'analyse des échanges commerciaux entre le Bénin et ses partenaires. Certains affirment même que la prospérité économique du Bénin dépendra surtout de sa capacité à saisir les opportunités que lui offrent les marchés.

En raison de l'efficacité des résultats et du calcul du potentiel des échanges dans une communauté, plusieurs études ont estimé des modèles gravitationnels du commerce bilatéral en données de panel à l'instar de Fontagné et al. (1999). Pour ces derniers, une spécification en panel permet de prendre en compte ce qui est lié au cycle d'affaires en captant les effets fixes.

A l'instar de Fontagné et al. (1999), nous utilisons des spécifications en données de panel en tenant compte des effets fixes pour analyser les potentiels d'échanges entre le Bénin et ses partenaires commerciaux.

### **6.3.2. Les modèles et les méthodes d'estimation**

Le modèle utilisé considère le Produit Intérieur Brut au taux de change courant qui caractérise seulement un modèle à court terme. Il est établi un modèle gravitationnel qui est estimé pour évaluer les effets des politiques commerciales sur le potentiel des échanges commerciaux du Bénin avec ses partenaires commerciaux.

Avant de commencer l'estimation des modèles, la littérature des séries temporelles a favorisé la mise en œuvre des tests de stationnarité en données de panel quand bien même elle est partagée sur la nécessité de son implémentation. Dans tous les cas, ils sont nécessaires si les objectifs de l'analyse sont entre autres de faire de l'inférence statistique<sup>9</sup>.

Selon les sources des données sur le commerce extérieur, les échanges commerciaux sont en Toutes Taxes Comprises (TTC). Dans la famille de ces taxes, nous avons les taxes sur les exportations et réexportations puis les taxes sur les importations. Pour analyser les effets de la politique commerciale sur le potentiel d'échange, il a été nécessaire d'estimer trois (3) modèles pour les exportations puis trois (3) pour les importations dans le but d'estimer les potentiels des importations en comparaison aux potentiels des exportations.

### 6.3.2.1. Premier modèle gravitationnel pour les exportations

L'équation gravitationnelle estimée en contrôlant les effets fixes est appelé le modèle avec les taxes où les valeurs des exportations sont en TTC. Le potentiel estimé à partir de l'estimation de ce dernier est le potentiel d'exportation du Bénin avec chacun de ses partenaires lorsque les taxes sont régulièrement imposées (PotXAvTax). Il se présente comme ci-après. Cette relation traduit la dynamique des exportations dans une attractivité des pays partenaires où seules les distances économiques peuvent constituer des freins ou obstacles au développement des expansions. Elle est aussi influençable par la dynamique économique des pays partenaires, le partage des frontières entre les pays puis l'influence des regroupements régionaux en particulier la CEDEAO. Le  $\beta_6$  est supposé être positif dans le modèle.

$$\ln(X_{ijt}) = \ln(A) + \beta_1 \ln(DFGDVP_{ijt}) + \beta_2 \ln(DFGDPVH_{ijt}) + \beta_3 \ln(GDPVN_{ijt}) + \beta_4 \ln Front_{ijt} + \beta_5 \ln CEDEAO_{ij} - \beta_6 Dist_{ijt} + \varepsilon_{ijt} \quad (4)$$

### 6.3.2.2. Modèle gravitationnel avec effets des taxes

Ce modèle est estimé en contrôlant les effets des taxes selon qu'une taxe a été prélevée ou non au cours de la période d'échange. Le potentiel estimé à partir de ce modèle est celui qualifié de potentiel du Bénin avec chacun de ses partenaires en absence de taxes (PotXSaTax) toutes choses étant égales par ailleurs. Le modèle estimé s'écrit comme ci-après dont les principaux obstacles aux échanges seraient les coûts de transport mesurés par le coefficient de la distance et les taxes sur les exportations ou importations.

$$\ln(X_{ijt}) = \ln(A) + \beta_1 \ln(DFGDVP_{ijt}) + \beta_2 \ln(DFGDPVH_{ijt}) + \beta_3 \ln(GDPVN_{ijt}) + \beta_4 \ln Front_{ijt} + \beta_5 \ln CEDEAO_{ij} - \beta_6 Dist_{ijt} + \sum_{k=1}^n \beta_k DuTaxE_{ij,t}^k + \varepsilon'_{ijt} \quad (5)$$

La variable DuTaxExp capte les effets des taxes des échanges (Exportations et importations) du pays i sur le pays j au cours de la période d'échanges.

### 6.3.2.3. Modèle gravitationnel avec les effets des Tarifs Extérieurs Communs

<sup>9</sup> Les résultats de ces tests sont en Annexe (Tableau 25)

Comme quelques instruments de politique commerciale tels que les TEC ont été implémentés au niveau de la CEDEAO et l'UEMOA, l'étude vise à capter les effets de ces derniers sur les potentiels d'échange entre le Bénin et ses partenaires. Certaines études ont permis de mettre en évidence de l'application du Tarif Extérieur Commun dans la CEDEAO en janvier 2015 puis celui de l'UEMOA depuis 2000.

Cette estimation a considéré le modèle avec les taxes tout en captant les effets de l'application de ces deux instruments de politique commerciale simultanément. Cette simultanéité est justifiée par le fait que les deux instruments ont été mises en œuvre à des périodes différentes et des effets croisés peuvent s'observer. Les potentiels estimés à partir de ce modèle sont notés PotXTEC. DumTEC sont des variables de mesure des effets des TEC au niveau de chaque regroupement économique régional.

Les équations à estimer se présentent comme ci-après :

$$\begin{aligned} \ln(X_{ijt}) = & \ln(A) + \beta_1 \ln(DFGDVP_{ijt}) + \beta_2 \ln(DFGDPVH_{ijt}) + \beta_3 \ln(GDPVN_{ijt}) \\ & + \beta_4 \ln Front_{ijt} + \beta_5 \ln CEDEAO_{ij} - \beta_6 Dist_{ijt} + \beta_7 DumTEC_{CEDEAO,j,t} \\ & + \beta_8 DumTEC_{UEMOA,j,t} + \varepsilon''_{ijt} \end{aligned}$$

(6)

Avec  $i$  le pays déclarant de la CEDEAO,  $j$  le pays partenaire commercial et  $t$  pour l'année de l'observation. Le caractère « V » de chaque variable des modèles désigne la variable caractérisant le court terme ou le long terme. Il prend les caractères « P » ou « C » pour obtenir le nom de la variable concernée. Par exemple DFGDVP est soit DFGDPP ou DFGDCP. De même, les exportations du pays  $i$  vers le pays  $j$  représentent les importations du pays  $i$  du pays  $j$  donc les importations du pays  $i$  sont les exportations du pays  $j$ , autrement dit  $X_{ij,t} = M_{ji,t}$ . Nous privilégions des estimations à court terme pour des raisons temporelles et d'analyse conjoncturelles.

#### 6.3.2.4. Technique d'estimation des modèles et les estimateurs

Les méthodes les plus couramment utilisées pour l'estimation des modèles de gravité en données de panel sont des méthodes des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) avec un contrôle sur les effets fixes temporels. Cette technique a souvent permis d'obtenir des résultats interprétables. Cette analyse intègre tous les pays partenaires avec leurs regroupements régionaux dont les politiques pourraient influencer les échanges commerciaux du Bénin. Ce sont des aspects importants que cette étude souhaite prendre en compte. De ce fait, la méthode des MCO en données de panel avec Bootstrap à au moins deux cent (200) répliquions et des méthodes à variables instrumentales sont implémentées pour tenir compte de l'hétérogénéité ou de la diversité du panel. L'estimation à variables instrumentales de Windmeijer (2005) utilisée pour tester de la robustesse des résultats est détaillée comme ci-après :

Considérons un panel dynamique de la forme :

$$y_{i,t} = \sum_{j=1}^p \alpha_j y_{i,t,j} + x_{i,t} \beta_1 + w_{i,t} \beta_2 + v_i + e_{i,t} \quad (7)$$

Où  $x$  et  $w$  peuvent contenir des variables indépendantes retardées et des variables indicatrices.

En définissant  $X_{it}^L = (y_{i,t-1}, y_{i,t-2}, \dots, y_{i,t-p}, x_{i,t}, w_{i,t})$ , un vecteur d'une ligne et de  $K$  ( $K = p + k_1 + k_2$ ) colonnes de variables pour l'individu  $i$  à la période  $t$ .  $P$  étant le nombre

de retards,  $k_1$  le nombre de variables strictement exogènes de la matrice  $X$  et  $k_2$  est celui de la matrice  $W$ .

En réécrivant l'équation ci-dessus de manière plus compacte comme  $T_i$  équations pour l'individu  $i$ ,

$$y_i^L = X_i^L \delta + v_i i + e_i \quad (8)$$

$T_i$  est le nombre d'observations disponibles pour l'individu  $i$ ,  $y_i$ ,  $i$  et  $e_i$  est un vecteur à  $T_i$  lignes et une colonne puis  $X_i$  est  $T_i \times K$ . En transformant le vecteur des variables dépendantes de l'individu  $i$  de la forme :

$$y_i = \begin{pmatrix} y_i^* \\ y_i^L \end{pmatrix} \quad (9)$$

De même, la matrice des covariantes transformées et non transformées pour un individu  $i$  donne :

$$X_i = \begin{pmatrix} X_i^* \\ X_i^L \end{pmatrix} \quad (10)$$

La matrice  $Z_i$  des instruments est définie comme ci-après :

$$Z_i = \begin{pmatrix} Z_{di} & 0 & D_i & 0 & I_i^d \\ 0 & Z_L & 0 & L_i & I_i^L \end{pmatrix} \quad (11)$$

$I_i^d$  est la matrice des instruments pour les erreurs en différence ou des variables transformées et  $I_i^L$  la matrice des instruments pour les erreurs à niveau. Les trois dernières colonnes de la matrice n'ajoutent que des zéros à la matrice des instruments. Les matrices les plus importantes dans les estimations par la Méthode des Moments Généralisés (GMM)<sup>10</sup> sont les matrices  $Z_{di}$  et  $Z_L$ .

Les estimateurs à variables instrumentales en deux étapes par la Méthode des Moments Généralisés sont donnés par :

$$\begin{cases} \hat{\beta}_2 = W_2^{-1} Q_{xz} A_2 Q_{zy} \\ \hat{V}_{GMM} [\hat{\beta}_2] = W_2^{-1} \\ W_2 = Q_{xz} A_2 Q'_{xz} \end{cases} \quad (12)$$

Avec

$$\begin{cases} A_2 = (\sum_i Z_i' H_{2i} Z_i)^{-1} \\ H_{2i} = \hat{e}_{li}' \hat{e}_{li} \\ \hat{e}_{li} = \begin{pmatrix} \hat{e}_{li}^* \\ \hat{e}_{li}^L \end{pmatrix} \\ \hat{e}_{li}^* = y_i^* - \hat{\beta}_1 X_i^* \end{cases}$$

<sup>10</sup> Pour plus de détails, se référer à Windmeijer(2005).

$\hat{V}_{GMM}$  est l'estimateur en deux étapes par la méthode des GMM dont l'estimateur est sévèrement biaisé. Windmeijer (2005) a proposé un estimateur robuste de  $\hat{\beta}_2$ .

### 6.3.2.5. Estimation et calcul des potentiels

Les modèles ci-dessus ont été estimés par la Méthode des Moments Généralisés à variables instrumentales. Dans un premier temps, la régression en données de panel effectuée de manière traditionnelle a été rejetée suite à un problème de multi colinéarité avec les variables de frontière, de distance et d'appartenance à la CEDEAO.

Pour pallier le problème de multi colinéarité du fait de plusieurs variables indicatrices, les modèles ont été estimés en tenant compte spécifiquement des effets fixes périodes. Pour consolider les résultats afin d'obtenir des estimateurs robustes tenant compte de la diversité des pays, la méthode des variables instrumentales est utilisée<sup>11</sup> en panel dynamique de type Windmeijer (2005).

Des élasticités estimées des équations de gravité, nous simulons les exportations théoriques en considérant seulement les courts termes. Le court terme correspond au modèle avec les variables explicatives en taux de change courant et le long terme celui avec les variables explicatives en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA)<sup>12</sup>. Le taux de change courant est une variable qui renseigne sur l'évolution probable des échanges à court terme tandis que la Parité du Pouvoir d'Achat permet de capter l'ajustement des structures, la correction des déséquilibres macroéconomiques et la réorientation de la spécialisation qui définissent un potentiel d'échange important à long terme (Fontagné et al.(1999)).

Nous estimons les potentiels d'échanges à partir des élasticités des modèles gravitationnels des exportations et importations du Bénin. Soit PotE, le potentiel des échanges. Pour les exportations, il est défini par :

$$PotE = \frac{x_{ijt}^{Observé}}{E[x_{ij} | ID]} * 100 \quad (13)$$

Les exportations théoriques ou simulées sachant les Informations Disponibles (ID) ne sont valides que lorsque le modèle est valide. Les élasticités obtenues permettent ainsi de simuler les exportations théoriques x, qui ne sont rien d'autre que le logarithme népérien de X. Le PoI (Potentiel d'importation) est défini de manière similaire en utilisant les importations en lieu et place des exportations.

### 6.3.2.6. Estimation des effets des politiques commerciales

Il est question d'évaluer les effets des taxes puis de la mise en œuvre des TEC dans la CEDEAO et l'UEMOA sur le potentiel d'échange du Bénin avec ses partenaires. Soit EXTax les effets des taxes d'exportation sur les potentiels d'exportation à la période t alors :

$$EXTax_{it} = PotXAvTax_{ij,t} - PotXSaTax_{ij,t} \quad (14)$$

De même, les effets de l'application des TEC (EffetTEC) sont évalués comme ci-après :

<sup>11</sup> Seuls les résultats en panel dynamique sont présentés dans cette analyse. Les résultats de l'estimation par la méthode des MCO peuvent être sous demande.

<sup>12</sup> Dans cette étude sont présentés les résultats de court terme

$$\left\{ \begin{array}{l} EffetTEC_{ij,t}^k = PotAvTax_{ij,t}^k - PotTEC_{ij,t}^k - EffetTax_{ij,t}^{ApTECrégion} \\ k \in \{Exportations, Importations\} \end{array} \right. \quad (15)$$

$EffetTax_{ij,t}^{ApTECrégion}$  représente les effets des taxes après la mise en application des politiques commerciales de la CEDEAO et l'UEMOA (TEC). Les écarts positifs suggèrent que les politiques ont eu des effets positifs sinon elles ont des impacts négatifs sur le potentiel d'exportation.

Pour obtenir les résultats sur les importations, les équations (4-6) sont estimées en utilisant les importations en lieu et place des exportations.

## 7. Présentation des résultats et discussions

### 7.1. Résultats des analyses descriptives

#### 7.1.1. Analyse de l'évolution de la balance commerciale du Bénin avec ses partenaires

Les graphiques ci-après montrent l'évolution des balances commerciales formelles moyennes (Exportations moyennes moins Importations moyennes) du Bénin avec les autres pays du monde (172 pays). Sur la Figure 1, le Bénin a une balance commerciale en moyenne positive de 1998 à 2017 avec quelques pays du monde.

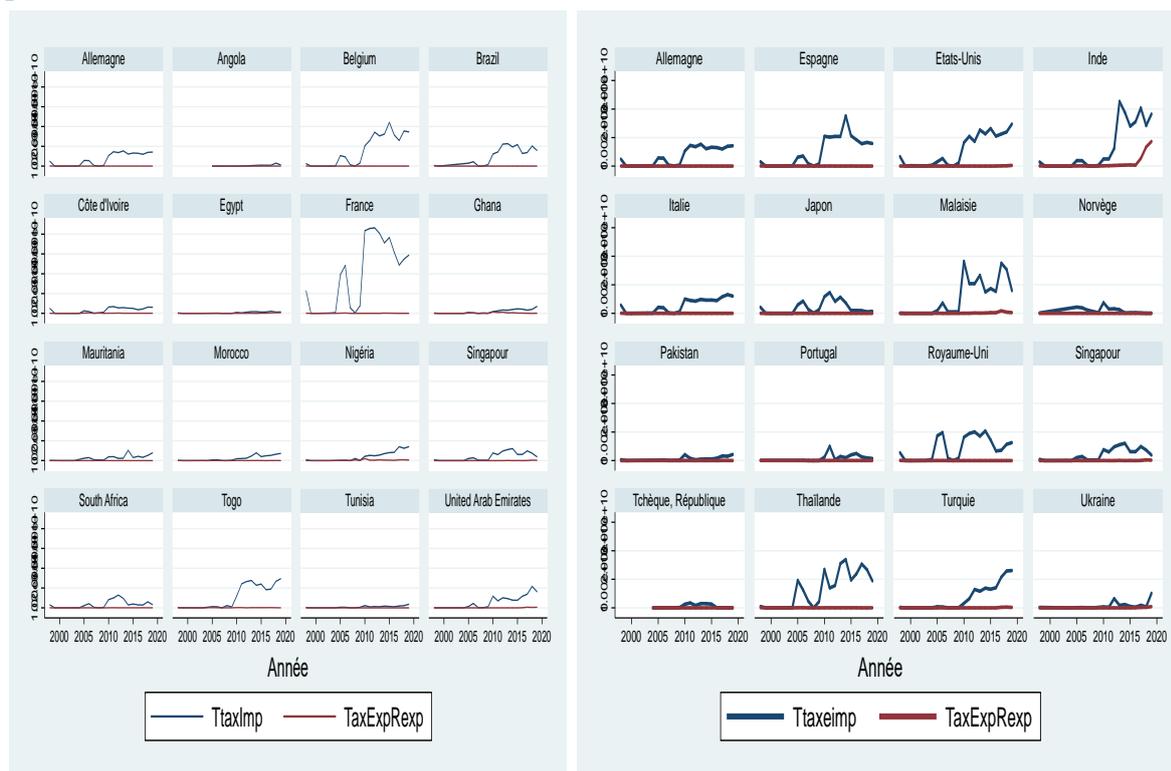
En Afrique de l'Ouest, seuls les échanges formels avec le Niger au cours de la période d'étude semblent ressortir une balance commerciale en moyenne positive. En Afrique centrale, le Tchad est le pays où le Bénin a exporté plus qu'il a importé. En Amérique centrale, El-Salvador semble être un pays de demande des biens produits au Bénin. En Asie du Sud et des Pacifiques, le Vietnam et le Bangladesh semblent être des destinations des biens produits sur le marché béninois. En Asie Centrale, le Bénin a exporté des biens et services au Kazakstan plus qu'il en importe. Au Moyen-Orient et Afrique du Nord, l'Egypte semble demander des produits béninois au cours de la période de 1998-2017 (Voir Figure ci-après). L'Inde se trouve aussi dans les pays où le Bénin pourrait exporter plus.

Dans tous les autres cas, les échanges commerciaux du Bénin avec ses partenaires sont presque nuls ou négatifs en termes de balances commerciales. Ce tableau des échanges montre clairement qu'en moyenne, le Bénin est un importateur net. Ce phénomène pourrait consister en un effet d'éviction sur la dynamique de la croissance économique et de création d'emplois.



des pays dont les taxes sur importations sont non négligeables au cours de la période de 1998-2017. En Europe et dans le monde, la France, la Belgique, l'Espagne, l'Inde, la Malaisie, la Thaïlande, le Royaume-Uni, la Turquie et dans une moindre mesure les Emirats Arabes alimentent le marché béninois de leur produit avec des niveaux de taxes de plus en plus importantes (Voir figure 2). Ces niveaux de taxes peuvent justifier le volume des échanges ou la qualité des produits et services échangés. La principale question est de savoir si ces niveaux de taxes affectent le potentiel des échanges du Bénin. Dans la mesure du possible, ces effets pourraient-ils être significatifs au point d'entraver la dynamique commerciale ?

**Figure 2 : Evolution des taxes sur les échanges commerciaux du Bénin avec ses partenaires**



Source : Illustration des auteurs, INStAD, 2020.

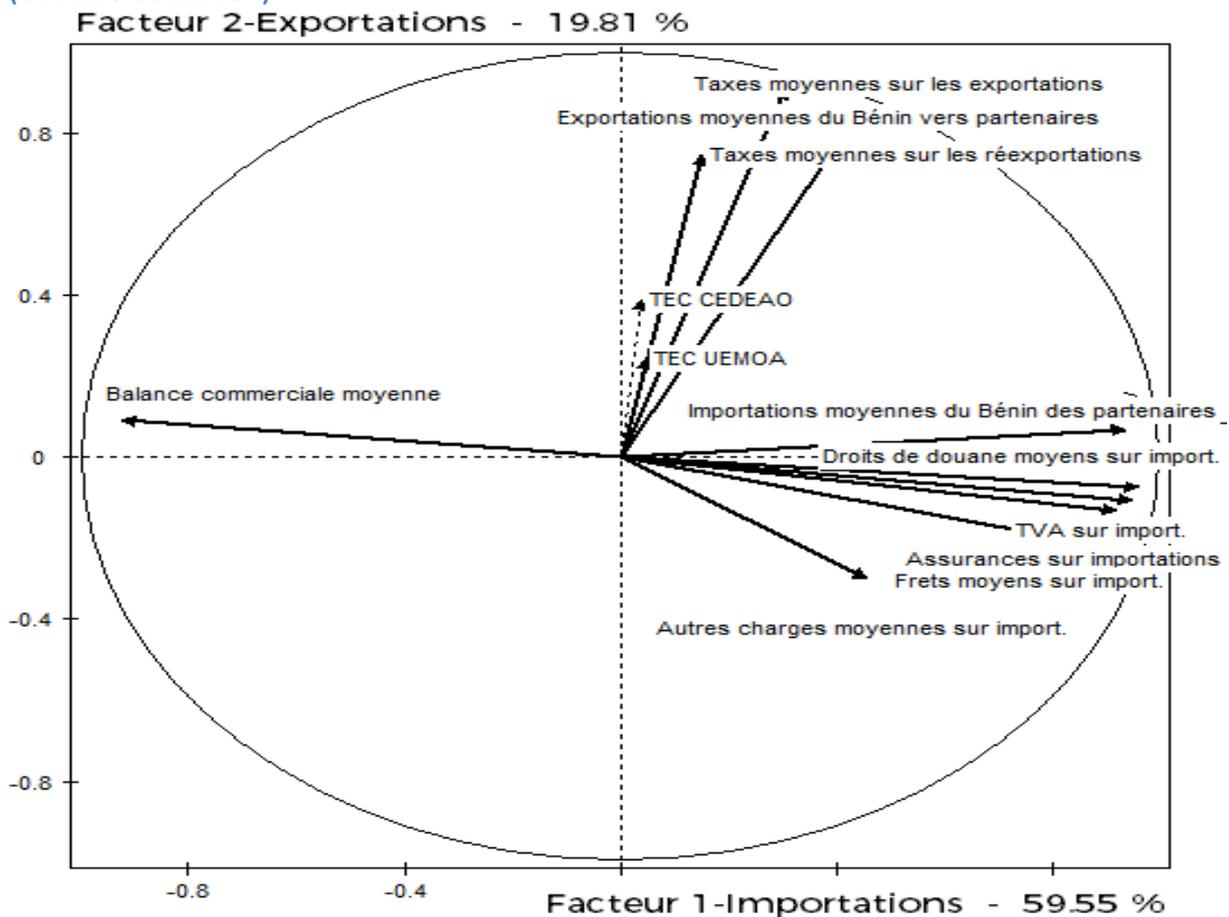
### 7.1.3. Analyse de la situation des Tarifs Extérieurs Communs (TEC) UEMOA et CEDEAO sur les échanges commerciaux

La figure 3 présente la dynamique des Tarifs entrant dans le cadre de la politique commerciale au Bénin. Elle révèle que les échanges commerciaux gouvernés dans la plupart du temps par les exportations et les importations montrent aussi la dynamique des taxes et droits divers. Ainsi, l'analyse en composantes principales montre que l'espace des échanges au Bénin est plus corrélé aux importations et taxes sur les importations (59,6% de la variabilité des échanges représenté par le facteur 1) plutôt que par les exportations et les taxes sur les exportations (seulement 19,8% de la variabilité des données représenté par le facteur 2). Il apparaît clairement que l'amélioration en moyenne de la balance commerciale réduirait les importations et les taxes sur les importations.

L'analyse de politique commerciale à partir de ses instruments tels que les Tarifs Extérieurs Communs de la CEDEAO et l'UEMOA révèle qu'en moyenne, les TECs sont favorables aux exportations avec une limitation des importations (Voir Figure 3, cadran supérieur droit). Dans le même temps où la politique commerciale améliore

les exportations, elle a tendance à insuffler une autre dynamique aux taxes sur les exportations sur certains produits spécifiques qui en font son attrait. Bien que le temps permettrait de mieux évaluer l'impact de ces politiques sur l'économie, l'évaluation à court terme, objet de cette analyse permettant d'analyser ces dynamiques qui affectent le potentiel des échanges. Elle faciliterait l'appréciation des relations avec les partenaires commerciaux du Bénin. C'est dans ce sens que la figure 4 esquisse la carte des partenaires essentiels du Bénin en mettant en évidence les pays qui appliquent les TEC et une politique de taxe aux frontières.

**Figure 3 : Carte de la dynamique des échanges commerciaux avec la mise en œuvre des TEC (CEDEAO et UEMOA)**

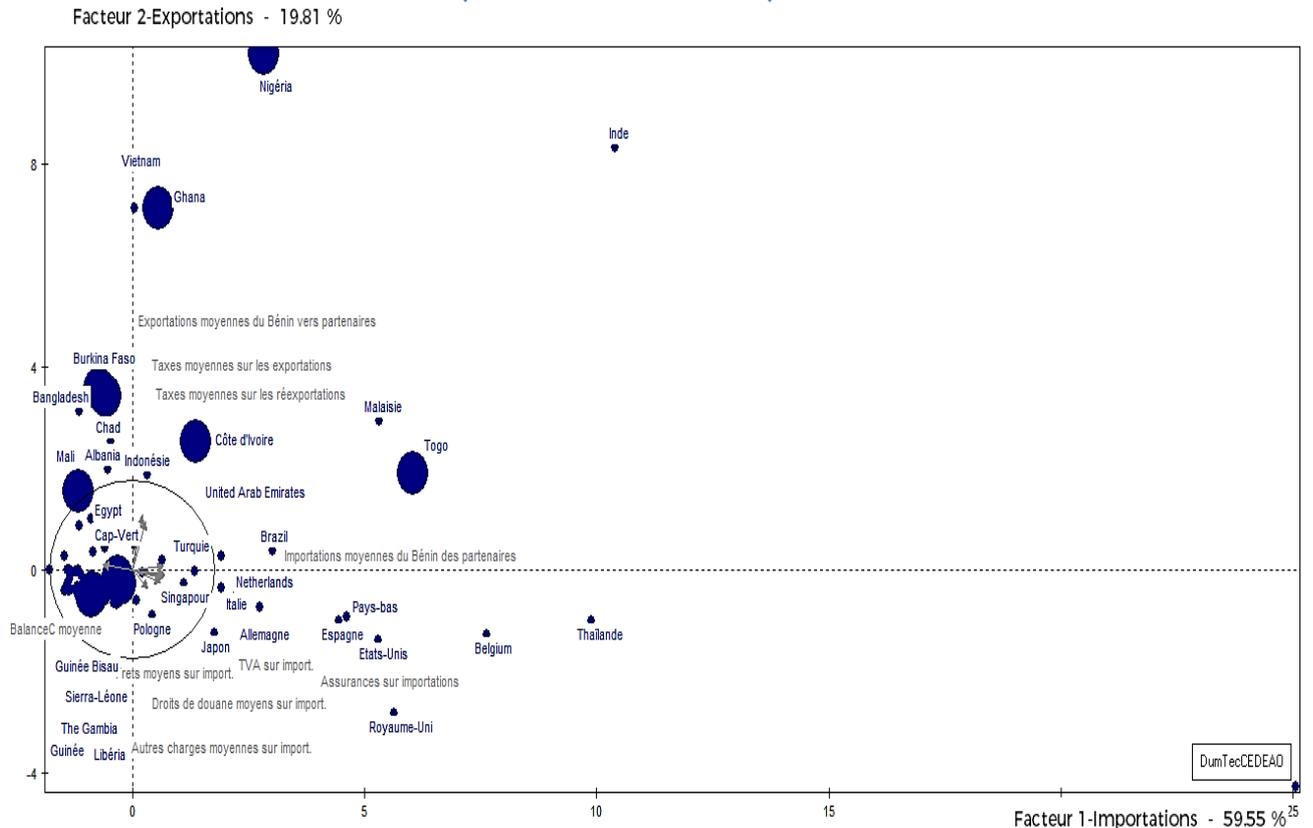


Source : Illustration des auteurs, INStAD, 2020.

Les représentations de la figure 4 sont issues de celles de la figure 3 en mettant en évidence les pays partenaires du TEC CEDEAO (Pays en points bleus sur la figure 4) et les pays partenaires à grandes importations pour le Bénin. Sur cette figure, il est ressorti deux types d'analyse. En croisant les figures 3 et 4, il faut remarquer que les exportations et taxes à l'exportation sont celles des pays de la CEDEAO avec une grande attraction aux TEC tels que le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, et dans une moindre mesure le Burkina-Faso et le Mali (Figure 4). Cependant, les importations et taxes à l'importation (Figure 3) ont tendance à provenir du Togo, le Brésil, la Turquie, Singapour, l'Inde, le Pays-Bas, l'Espagne, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Belgique, la Thaïlande, le Royaume-Uni, le Japon, la France (Figure 4, cadran inférieur droit), C'est ce qui ressort de la Figure 2 où la plupart de ces partenaires commerciaux sont ceux qui payent des taxes importantes sur les importations.

Il faut également observer que certains pays de la CEDEAO comme la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, la Sierra-Léone, le Cap-Vert sont peu sensibles aux effets du TEC dans leur relation commerciale avec le Bénin.

**Figure 4 : Répartition des pays partenaires dans les échanges commerciaux du Bénin (et zone TEC CEDEAO)**



Source : Illustration des auteurs, INStAD, 2020.

## 7.2. Résultats de l'analyse économétrique

### 7.2.1. Résultats des estimations

De manière générale, les résultats obtenus sont conformes à la théorie économique du commerce international. En effet, en considérant les données des 172 pays du panel, la taille relative des marchés d'exportation, l'existence de frontières communes, l'appartenance à la CEDEAO/UEMOA favorisent les exportations du Bénin. Certaines barrières aux frontières et sur les routes et moyens de transport dans l'analyse gravitationnelle défavorisent toujours le commerce entre le Bénin et ses partenaires. Pour plusieurs auteurs, le coût de transport assimilable à la distance séparant deux partenaires influencent négativement le commerce bilatéral entre les pays (Krugman, 1980 ; Linneman, 1966). De même, les distances économiques (écarts entre le PIB du Bénin et les pays partenaires) est une source d'impulsion d'une nouvelle dynamique aux exportations. A court terme, elle augmente d'environ 0,26 franc lorsque la taille économique s'améliore de 1 franc. De manière similaire, les poids économiques des partenaires commerciaux amélioreraient les exportations du Bénin. Autrement, si le poids économique relatif de ces partenaires s'améliore de 1 point, ses exportations pourraient augmenter de 0,5 point. Plus le Bénin s'ouvre aux échanges commerciaux, grande serait l'augmentation de ces exportations toutes

choses étant égal par ailleurs. Les résultats des estimations de l'équation 2 sont comme ci-après<sup>13</sup>:

$$\begin{aligned} \ln[X_{ijt}] = & 15,25 + 0,26 \ln[DFGDPC_{ijt}] + 0,5 \ln[GDPCN_{ijt}] - 0,33 \ln[DFGDPPH_{ijt}] \\ & (16,7) \quad (2,2) \quad (3,8) \quad (-2,9) \\ & + 5,23 \ln[Front_{ijt}] + 3,34 \ln[CEDEAO_{ijt}] - 0,37 \ln[Dist_{ijt}] + e_{ij,t} \\ & (2,3) \quad (3,3) \quad (-4,2) \end{aligned} \quad (16)$$

A court terme, quelles que soient les relations du Bénin avec d'autres partenaires hors de la CEDEAO ou de l'UEMOA, son appartenance à ces zones (CEDEAO/UEMOA) demeure une opportunité pour les exportations béninoises.

Les importations du Bénin ont un comportement similaire à la dynamique des exportations. L'appartenance à la CEDEAO ou UEMOA, le partage des frontières, les distances économiques entre le Bénin et les pays partenaires, le niveau de développement des pays partenaires sont autant d'éléments qui favorisent les importations au Bénin. Par exemple une frontière commune avec le Bénin ajusterait les importations au rythme des exportations en présence de politique fiscale expansionniste. Cependant, en absence de taxes sur les échanges, les importations du Bénin augmenteraient 5,5 fois que les exportations (Voir Tableau 3).

### 7.2.2. Résultats des estimations avec le contrôle des effets des taxes

La prise en compte des taxes dans l'estimation du modèle gravitationnel ci-dessous fait ressortir plus les effets frontières et d'intégration régionale plutôt que sur les tailles économique et relative des pays partenaires. Le contrôle des effets de taxes seulement affecterait la dynamique au niveau des frontières. De manière générale, la proximité entre les pays favoriserait les échanges commerciaux aussi bien en exportation qu'en importation. Cependant, la présence des taxes souvent perçue comme barrières aux échanges affecte la dynamique frontalière des échanges. Les taxes à l'importation ralentissent la dynamique inter-pays et limitaient les effets frontaliers sur les importations de 71,1% (Voir Tableau 3) entre les pays partageant une frontière commune avec le Bénin. L'effet taxe sur les exportations est positive signifiant que le niveau moyen des taxes sur les exportations n'est pas de nature à décourager la dynamique des exportations (Voir équation 14).

$$\begin{aligned} \ln[X_{ijt}] = & 15,06 + 0,08 \ln[DFGDPC_{ijt}] + 0,58 \ln[GDPCN_{ijt}] - 0,27 \ln[DFGDPPH_{ijt}] + 3,27 \ln[Front_{ijt}] \\ & (15,69) \quad (0,93) \quad (5,43) \quad (-2,57) \quad (2,14) \\ & + 3,22 \ln[CEDEAO_{ijt}] - 0,26 \ln[Dist_{ijt}] + 2,00 Dultax exp_{ijt} + e_{ij,t} \\ & (3,01) \quad (-3,27) \quad (14,36) \end{aligned} \quad (17)$$

### 7.2.3. Résultats des estimations avec la prise en compte des effets TECs

Les estimations des modèles confirment une spécification gravitationnelle avec des effets frontière, intégration régionale et coûts de transport tous significatifs au seuil de 5%. Ces coûts de transport qui continuent d'évincer la dynamique des

<sup>13</sup> Les valeurs entre parenthèses sont les t de Student qui testent la significativité des coefficients. Ils sont significatifs au seuil de 5% pour toute valeur supérieure à 1,96 en valeur absolue.

exportations portée par l'intégration régionale (TECs) et le partage des frontières. Mais ces effets de transport demeurent relativement faibles.

Les effets des politiques commerciales mises en œuvre au Bénin captés dans l'estimation des modèles ont pour instruments principaux les Tarifs Extérieurs Communs. Le Bénin, étant un membre de l'UEMOA et de la CEDEAO a mis en œuvre le TEC UEMOA depuis 2000 puis celui de la CEDEAO depuis 2015. Cette analyse estime ces deux effets simultanément sur les échanges commerciaux compte tenu des différentes dates d'application pour évaluer leurs effets sur le potentiel d'échanges commerciaux dans les pays partenaires.

Globalement, l'application des TECs CEDEAO et UEMOA ont en moyenne des effets significatifs sur le niveau des exportations au Bénin. Leur implémentation permet d'améliorer la dynamique des exportations au niveau des unions régionales (CEDEAO et UEMOA). Ils contribuent à exporter 1,5 fois qu'importer (Voir Tableau 3) tout en limitant les effets négatifs des échanges commerciaux frontaliers sur les exportations (36,6%) et ceux sur les importations (6%, Voir Tableau 3). L'application des TEC ont tous des effets positifs sur le niveau des exportations. La politique régionale semble se bâtir plus autour des TEC qu'un support à l'intégration (Voir Equation 15 où le coefficient de l'appartenance à la CEDEAO/UEMOA non significatif au détriment des coefficients des TEC).

L'estimation du modèle 3 a conduit aux résultats ci-après :

$$\begin{aligned} \ln[X_{ijt}] = & 14,64 + 0,31 \ln[DFGDPC_{ijt}] + 0,47 \ln[GDPCN_{ijt}] - 0,23 \ln[DFGDPPH_{ijt}] + 8,29 \ln[Front_{ijt}] \\ & (8,83) \quad (2,03) \quad (2,56) \quad (-1,8) \quad (2,61) \\ & - 0,68 \ln[CEDEAO_{ijt}] - 0,52 \ln[Dist_{ijt}] + 7,94 TEC_{CEDEAOij,t} + 3,24 TEC_{UEMOAij,t} + e_{ij,t} \\ & (-0,45) \quad (-4,67) \quad (7,36) \quad (2,97) \end{aligned} \quad (18)$$

Les analyses similaires sur les importations montrent que le TEC CEDEAO n'a aucun effet significatif, du moins à court terme, sur les importations. Seul le TEC UEMOA a un effet qui augmente à mesure que les importations augmentent.

Le tableau 3 présente des éléments d'analyse des effets des taxes et des instruments de politique commerciale au niveau des frontières et de la CEDEAO pour le Bénin.

**Tableau 3 : Quelques éléments d'analyse des effets à partir des variations**

Echanges	Taxes		Sans taxe		TEC/CEDEAO/UEMO A		Variations (%)		
	Frontière	CEDEAO	Frontière	CEDEAO	Frontière	CEDEAO	Frontière	CEDEAO	TEC
Exportations	5,2	3,3	3,3	3,2	8,3	-0,7	59,9	3,9	36,9
Importations	5,2	4,5	18,0	1,9	5,5	-0,2	-71,1	135,6	-6,1
EXP/IMP	1,0	0,7	0,2	1,7	1,5	3,3	-0,8	0,0	6,0
IMP/EXP	1,0	1,4	5,5	0,6	0,7	0,3	-1,2	34,7	0,2

Source : Illustration des auteurs, INStAD, 2020

## 7.2.4. Résultats des estimations des potentiels

### 7.2.4.1. Effets des taxes sur les potentiels d'échange

Le régime du commerce transfrontalier du Bénin est très complexe et dépend de plusieurs facteurs dont le mode de transport, le type d'activité, le pays d'origine et de provenance des marchandises. En plus des tarifs douaniers, il existe effectivement une multitude de droits et de taxes pouvant affecter les opérations d'importation ou d'exportation (Centre International du commerce, 2017).

Comme présenté dans les équations ci-dessus (équation 10), les potentiels d'exportation et d'importation sont calculés afin d'évaluer les effets des politiques commerciales. Nous présentons comme ci-après les potentiels moyens par région avant et après la prise en compte des taxes puis avant et après les mises en œuvre des Tarifs Extérieurs Communs. Plusieurs autres échanges commerciaux entre le Bénin et certains pays partenaires ont été évalués mais leur effet reste non statistiquement significatif<sup>14</sup>. Par exemple les accords entre le Bénin et la Turquie en 2009, 2011, 2014, 2015. Ces effets ne sont pas ressortis significatifs du fait de l'effet volume ou des effets régionaux c'est-à-dire les effets régionaux emportent sur les effets bilatéraux entre les pays.

Comme mentionné plus haut, il est présenté seulement les résultats obtenus par la méthode des moments généralisés à variables instrumentales<sup>15</sup>. Le potentiel moyen des exportations du Bénin en Afrique s'élève à 97,7% contre 98,8% pour celui des importations. Dans le monde, ces potentiels s'élèvent à 78,6% pour les exportations contre 95,6% pour les importations.

Le Bénin a les potentiels les plus élevés en Afrique et en Europe (Potentiel moyen de 92%) contre les plus faibles en Amérique et en Asie (Potentiel moyen de 63,5%). Les taxes à l'exportation en Afrique coûteraient en moyenne 9,7 points de pourcentage au potentiel d'exportation du Bénin contre un gain de 17,4 points de pourcentage au potentiel d'importation. Elles coûteraient seulement 8 points de pourcentage au potentiel d'exportation dans le monde contre 13,1 points de pourcentage à celui des importations (Voir Tableau 4).

<sup>14</sup> au seuil de 5%

<sup>15</sup> Les résultats obtenus par la méthode des MCO avec contrôle des effets fixes sont disponibles sur demande.

**Tableau 4 : Effets des taxes sur le potentiel d'échanges du Bénin**

Pays partenaires du monde	Potentiel moyen d'exportations (%)			Potentiel moyen d'importations (%)		
	Sans taxes	Avec taxes	Effets (P%)	Sans taxes	Avec taxes	Effets (P%)
Afrique du SUD	107,5	98,5	-9,0	114,7	99,9	-14,7
Afrique de L'Ouest	106,8	96,0	-10,8	115,7	96,5	-19,1
Afrique Centrale et Australe	115,6	105,0	-10,6	117,1	101,9	-15,2
Afrique de l'Est	99,7	91,5	-8,2	117,5	97,0	-20,5
<b>Afrique</b>	<b>107,4</b>	<b>97,7</b>	<b>-9,7</b>	<b>116,2</b>	<b>98,8</b>	<b>-17,4</b>
Amérique du Nord	52,4	47,4	-5,0	106,8	104,1	-2,6
CARAIBES	38,0	34,2	-4,2	116,5	93,3	-23,2
Amérique du Sud	97,8	88,7	-9,1	101,6	89,7	-11,9
Amérique centrale	91,5	84,5	-7,0	110,3	91,7	-18,6
<b>Amérique et Caraïbes</b>	<b>69,9</b>	<b>63,7</b>	<b>-6,3</b>	<b>108,8</b>	<b>94,7</b>	<b>-14,1</b>
Asie et Pacifiques	58,5	53,1	-5,5	145,8	105,6	-40,2
Asie du SUD	70,8	63,7	-7,1	102,0	91,6	-10,5
Asie centrale et Occidentale	79,4	73,0	-6,5	89,7	81,2	-8,6
<b>ASIE</b>	<b>69,6</b>	<b>63,3</b>	<b>-6,3</b>	<b>112,5</b>	<b>92,8</b>	<b>-19,7</b>
Europe de l'Est	82,5	74,8	-7,7	103,7	96,0	-7,8
Europe Méridionale	107,5	97,3	-10,3	103,5	96,0	-7,5
Europe de l'Ouest	85,2	77,7	-7,5	121,1	109,1	-12,0
Europe Occidentale	105,6	95,0	-10,6	100,2	95,1	-5,1
<b>Europe</b>	<b>95,2</b>	<b>86,2</b>	<b>-9,0</b>	<b>107,1</b>	<b>99,0</b>	<b>-8,1</b>
Moyen-Orient et Afrique du Nord	91,3	82,2	-9,0	101,2	92,5	-8,7
<b>Moyen-Orient et Afrique du Nord</b>	<b>91,3</b>	<b>82,2</b>	<b>-9,0</b>	<b>101,2</b>	<b>92,5</b>	<b>-8,7</b>
<b>Moyenne dans le Monde</b>	<b>87,5</b>	<b>79,4</b>	<b>-8,0</b>	<b>108,8</b>	<b>95,7</b>	<b>-13,1</b>

Source : Illustration des auteurs, INStAD, 2020.

#### 7.2.4.2. Effets des TEC<sup>16</sup> sur les potentiels d'échanges

De manière synthétique, le TEC consiste en l'application uniforme par les Etats de l'espace concerné CEDEAO par exemple, des mêmes taux de droits de douane sur des importations en provenance de pays tiers. L'application du TEC CEDEAO est supposée protéger le marché des pays membres de la CEDEAO contre un afflux des importations étrangères (Direction de l'Intégration Régionale, 2014). Ce qui rendra plus chers les produits des pays hors CEDEAO qui entreraient dans l'espace. Le marché régional s'en trouverait plus sécurisé contre les importations. Cette sécurité pourrait constituer un gage de confiance pour les entreprises locales qui les incitera à l'investissement pour satisfaire la demande locale qui évoluerait au rythme de la croissance démographique. Le TEC apparaît comme un outil de protection des marchés nationaux ayant pour avantage de simuler l'investissement, la production locale afin de booster la croissance économique dans les pays.

Comme les effets des taxes sur les potentiels d'échange, la mesure des effets des Tarifs Extérieurs Communs (TEC) mis en application au niveau de la CEDEAO en 2015 et celui de l'UEMOA en 2000 ont des effets variés suivants les relations d'échanges du Bénin avec ses partenaires. En moyenne, la mise en application des TECs aurait eu pour effets d'améliorer les potentiels d'importation<sup>17</sup> de 4,8 points de pourcentage contre une amélioration de ceux des exportations de 3,2 points de pourcentage dans le monde.

En Afrique de l'Ouest, l'implémentation de ces instruments de politique économique a permis de limiter les potentiels d'importations de 29,3 points de pourcentage contre une légère amélioration des potentiels d'exportation de 0,8 point de pourcentage. Les

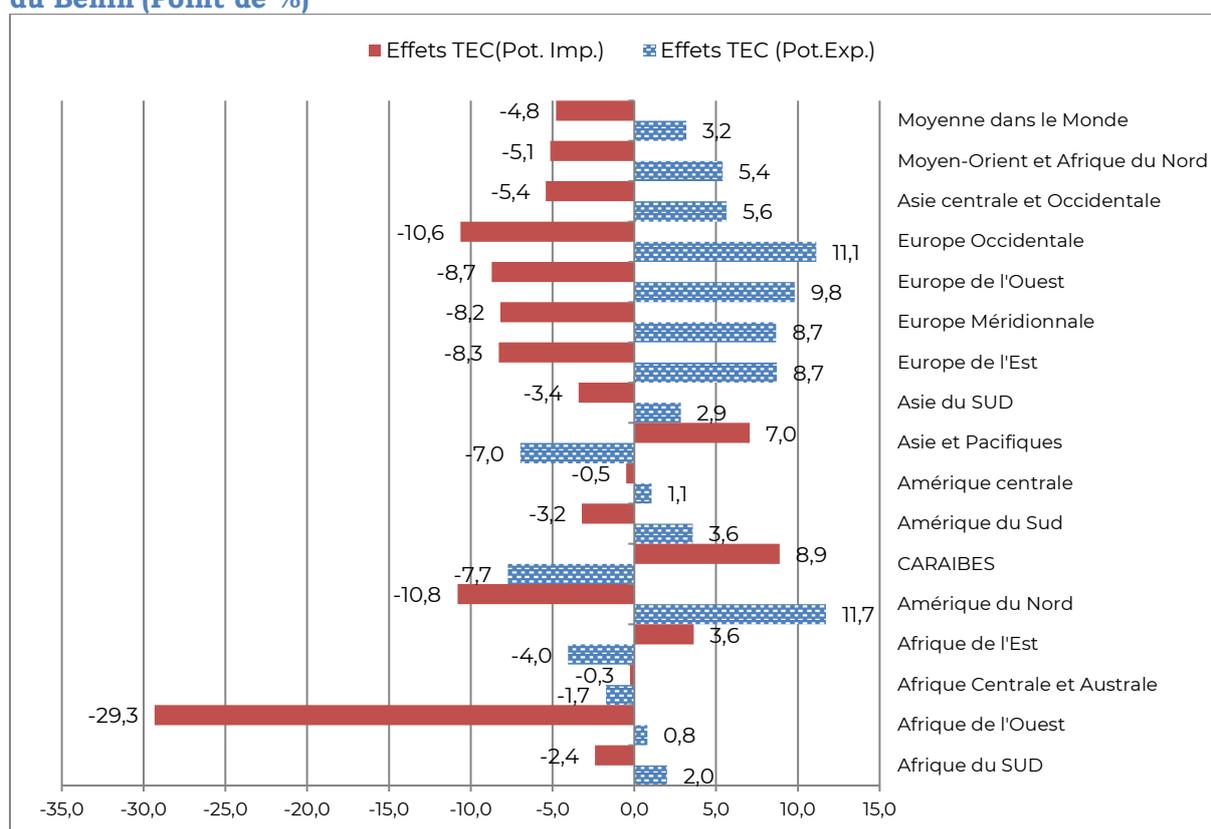
<sup>16</sup> TEC = Tarifs Extérieurs Communs

<sup>17</sup> Pour des raisons de simplification, les modèles des importations ne sont pas présentés mais seront disponibles sur demande.

pays de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale sont les deuxièmes partenaires du Bénin dont les effets limitatifs sur les potentiels d'importations sont les plus élevés (réduction de 10,8 et de 10,6 de points de pourcentage) derrière l'Afrique de l'Ouest (Voir figure 5 ci-après).

En moyenne, les échanges du Bénin avec ses partenaires de l'Europe ont permis aux TECs d'améliorer les potentiels d'exportations de 9,8 points de pourcentage contre une réduction des potentiels d'importations de 8,7 points de pourcentage.

**Figure 5 : Evolution des effets des TEC (CEDEAO/UEMOA) sur les potentiels d'échanges du Bénin (Point de %)**



Source : Illustration des auteurs, INStAD, 2021

## 8. Les obstacles (difficultés) aux échanges commerciaux

Le commerce international est confronté à des difficultés en fonction des réalités des pays membres en particulier dans les pays en voie de développement où les recettes publiques sont essentiellement fiscales. Le cas du Bénin n'en demeure pas moins où la plupart des entreprises exportatrices font face à des difficultés relatives aux réglementations non tarifaires. Plus de 72% des entreprises exportatrices au Bénin font face à ces contraintes majeures contre 64% dans la sous région<sup>18</sup>. La dynamique des exportations est freinée aussi bien par les contraintes endogènes qu'exogènes au Bénin. Par exemple, les taxes et redevances appliquées sont particulièrement contraignantes pour les entreprises.

Le manque de transparence sur la nature et le montant des prélèvements appliqués dans le secteur manufacturier et produits manufacturiers sont des facteurs qui empêchent les exportations de décoller<sup>19</sup>. La rigidité des mesures appliquées dans ces secteurs sont contraignantes aux produits à fort potentiel d'exportation et de

<sup>18</sup>Enquête sur les perspectives des entreprises, Document technique NoTMI-2017-88F

<sup>19</sup> Enquête sur les perspectives des entreprises, Document technique NoTMI-2017-88F

diversification tels que le bois et les produits en bois, le fer et les différents ouvrages en métaux. Les exportations béninoises sont fragilisées par les contraintes exogènes (75% des cas de mesures non tarifaires) qu'à celles au niveau du Bénin (Voir Tableau 5).

### 8.1. Obstacles (difficultés) aux exportations

Les obstacles aux échanges du Bénin avec ses partenaires proviennent suivant les résultats de l'enquête réalisée par le Centre du Commerce International de deux sources principales à savoir les mesures appliquées par les pays partenaires du Bénin que nous qualifions de sources exogènes et celles provenant du Bénin.

En ce qui concerne les exportations, leur dynamique d'expansion est affaibli d'une part par les contraintes relatives aux exigences techniques dont le conditionnement et l'étiquetage des produits (12%), et la qualité des produits, l'hygiène et processus de productions (5%) ; à l'évaluation de la conformité en particulier la traçabilité des produits (9%) et leur certification (16%), aux taxes et redevances (18%) puis aux règles commerciales dont le contrôle des prix et les règles d'origine et de certificat (12%). 73% des exportateurs béninois subissent les contraintes des mesures non tarifaires provenant des partenaires et seulement 21% qui sont contre les mesures endogènes. Les taxes et redevances concourent au ralentissement de l'activité exportatrice. A toutes ces mesures s'ajoutent les opérations procédurales (Voir tableau en annexe) qui rallongent les délais d'exportation. Ces facteurs justifieraient indirectement le niveau actuel du potentiel d'exportations du Bénin qui subirait une baisse moyenne de plus de 8 points de pourcentage dans le monde et 9,7 point de pourcentage en Afrique de l'Ouest (Voir Tableaux 4 et 5).

**Tableau 5 : Types de Mesures Non Tarifaires contraignantes à l'exportation et normes privées**

Catégories de mesures		Part
<b>Mesures appliquées par les pays partenaires</b>		<b>73%</b>
A. Exigences techniques	Qualité des produits, hygiène et processus de production	5%
	Conditionnement et étiquetage des produits	12%
B. Evaluation de la conformité	Analyse et traçabilité des produits	9%
	Certification des produits	16%
C. Inspection et autres formalités douanières	Inspection physique et contrôle aux frontières	2%
D. Taxes et redevances	Surtaxes douanières à l'importation	12%
	E. Agréments dans la sous-région	6%
Z. Règles commerciales	G. Contrôle des prix à l'importation	2%
	O. Règles d'origine et certificat	10%
<b>Mesures appliquées par le Bénin</b>		<b>21%</b>
PA1. Inspection techniques à l'exportation	Inspection technique à l'exportation	4%
PA2. Inspection et autres formalités douanières à l'exportation	Inspection physique et contrôles aux frontières	4%
PC. Taxes et redevances à l'exportation	Taxes et redevances à l'exportation	10%
PZ. Règles commerciales à l'exportation	Permis et autorisation d'exportation	3%
<b>Autres</b>	<b>Autres</b>	<b>6%</b>
Normes privées	Qualité, traçabilité et certification aux normes volontaires	2%
	Conditionnement et étiquetages des produits	4%
Conditions commerciales	Fixation des prix à l'importation	1%

Source: Résultats adapté de l'Enquête de l'ITC sur les MNT au Bénin, 2015

## 8.2. Obstacles (difficultés) aux importations

Tout comme les exportations, les obstacles aux importations sont de deux ordres à savoir obstacles provenant des partenaires et obstacles endogènes. Dans tous les cas, il est illusoire voir désavantageux de parler d'obstacles en matière d'importations si les objectifs du commerce est d'avoir une balance commerciale excédentaire.

Les mesures non tarifaires contraignantes aux importations sont plus reliées aux inspections et autres formalités douanières (20%), taxes et redevances en particulier les prélèvements à l'importation (43%). Seulement 16% des importateurs au Bénin sont limités par les formalités bancaires. Si 94% des importateurs béninois sont contraints par les mesures non tarifaires, seulement 6% sont limités par les mesures appliquées par les pays partenaires et de transit (Voir Tableau 6). Les mesures non tarifaires appliquées au Bénin auraient contribué à améliorer le potentiel d'importation comme souligné dans le tableau 4.

Tableau 6 : Types de mesures non tarifaires contraignantes à l'importation

Catégories de mesures		Part
<b>Mesures appliquées par le Bénin</b>		94%
Exigences techniques et évaluation de la conformité	Analyse et Traçabilité des produits	3%
	Inspection techniques et certification des produits	3%
Inspection et autres formalités douanières	Inspection physique et contrôles nationaux aux frontières	20%
Taxes et redevances	Evaluation en douanes et prélèvements à l'importation	43%
	Licence, agréments et carte d'importateur	5%
	Formalité bancaires (autorisation de change, etc.)	16%
Règles commerciales	Règles d'origine et certificats	2%
	Admission temporaire et recours à des services nationaux	1%
<b>Mesures appliquées par les pays partenaires et de transit</b>		6%

Source: Résultats adapté de l'Enquête de l'ITC sur les MNT au Bénin, 2015

## 9. Recommandations

L'analyse de la politique commerciale sur les échanges commerciaux révèle la dynamique du commerce extérieur béninois et soulève des recommandations ci-après :

- ✓ optimiser l'utilisation des instruments (et faire le suivi et l'évaluation) de politique commerciale régionale (TEC) pour accélérer une croissance économique inclusive;
- ✓ s'approprier les instruments de politiques commerciales (dont les TEC) pour améliorer les échanges (limiter les importations et développer les exportations) ;
- ✓ initier un mécanisme de standardisation des mesures non tarifaires avec les pays partenaires selon le poids des exportations pour insuffler une nouvelle transformation aux filières prioritaires d'exportation ;
- ✓ alléger si possible les procédures d'exportations (les délais), les taxes et redevances en collaboration avec les acteurs et en lien avec les normes sous régionales et régionales.

---

## **10. Les limites de l'étude**

Comme toute étude, l'analyse des politiques commerciales sur le potentiel d'échange du Bénin avec ses partenaires présente quelques limites. Pour bien apprécier ce travail dans sa globalité, il est nécessaire de disposer des données continues des échanges sur une très longue période. Ce qui permettra de faire ressortir clairement les effets des accords de l'OMC (1963) sur le potentiel d'échanges. En plus de la contrainte temporelle, l'étude n'a pas réussi à capter les contraintes imposées par l'OMC dans l'implémentation des Tarifs Extérieurs Communs (UEMOA et CEDEAO) afin de faire ressortir les détournements de commerce dus à ces contraintes.

La demande latente des exportations de biens et services n'est pas prise en compte dans l'analyse de ces potentiels d'échanges pour des raisons de disponibilité des données (Enquêtes auprès des exportateurs et importateurs, des acteurs des échanges commerciaux et les consommateurs, données microéconomiques).

---

## 11. Conclusion

Dans l'analyse des politiques commerciales, les estimations des modèles de gravité par la méthode des moments généralisés sur un panel de 172 pays ont révélé que les frontières communes et l'appartenance à la CEDEAO ou à l'UEMOA sont des opportunités d'amélioration et de croissance des échanges commerciaux du Bénin. Les résultats indiquent que le Bénin échange 5,2 fois plus de biens et services avec ses partenaires frontaliers que les autres partenaires. De même, la politique commerciale du Bénin a permis de réduire 5,5 fois les importations pendant que le potentiel moyen d'importation en Afrique se situe autour de 98,8% contre un potentiel de 95,7% dans le monde.

Le potentiel moyen d'exportations quand à lui s'élève à 97,7% contre un potentiel de 79,4% dans le monde. La politique fiscale a freiné les potentiels moyens d'exportations mais a amélioré ceux des importations. En Afrique, elle coûterait 9,7 points de pourcentage au potentiel d'exportation contre un gain de 17,4 points de pourcentage au potentiel d'importations pour respectivement 8 points de pourcentage pour les exportations et 13,6 points de pourcentage pour les importations dans le monde.

Les instruments de politique commerciale au niveau de la CEDEAO et l'UEMOA dont les TEC constituent des outils stimulant les exportations vers certains pays de la CEDEAO tels que le Nigéria, le Ghana et la Côte d'Ivoire et d'autres pays hors CEDEAO comme l'Inde et le Vietnam. En moyenne, l'implémentation des TECs aurait réduit les potentiels d'importation de 29,3 points de pourcentage contre une légère amélioration des potentiels d'exportations de 0,8 point de pourcentage en Afrique de l'Ouest. Dans le monde, elle a permis de limiter les importations de 4,8 points de pourcentage contre une détérioration du potentiel d'exportation de 3,2 points de pourcentage.

Une analyse approfondie des échanges intra et interbranche est une source potentielle de recherche pour réorienter les politiques de développement du commerce extérieur et améliorer le degré de diversification de l'économie. De plus, l'analyse serait plus riche en tenant compte des langues communes entre les pays ou en analysant les effets commerciaux de l'intégration régionale dans un contexte de la mise en place d'une monnaie unique.

---

## Références

**Acemoglu, D. et Zilibotti, F. (1997).** Was Prometheus unbound by chance? risk diversification and growth. *Journal of Political Economy*, 105(4):709\_751.

**American Foreign Economic Policy** (1968) Essays and Comments, New York, Harper and Row, p. 20

**Benjamin J. COHEN** (1968), *American Foreign Economic Policy. Essays and Comments*, New York, Harper and Row, p. 20.

**Bergstrand, J. (1989).** The generalized gravity equation, monopolistic competition and the factor proportions theory international trade. *Review of Economic and Statistics*, 71.

**Centre du Commerce International (2017)**, Bénin : Perspectives des entreprises Série de L'ITC sur les Mesures Non Tarifaires, Genève : ITC, 2017. xiv, 73 pages. (Document technique), No. du document TMI-2017-88.

**Constantin ABENA NGUEMA (2006)**, Impact des accords de l'OMC sur l'économie du Cameroun, Rapport d'étude.

**Massa Coulibaly et Daniel J. Plunkett (2006)**, Du TEC/UEMOA depuis 2000 au TEC/CEDEAO pour 2008, Leçons à tirer de l'application du Tarif extérieur commun UEMOA depuis 2000 pour l'application du Tarif extérieur commun CEDEAO pour 2008, Associates for International Resources and Development, Les GREAT CAHIERS NO 17.

**De Sousa J., Mayer T. et Signage, S.** (2012). Market access in global and regional trade. *Regional Science and Urban Economics*, Rapport

**Direction de l'Intégration Régionale** (2014), le Tarif Extérieur Commun, un couteau à double tranchants, CEDEAO.

**Moctar Khary DIAO (2017)**, LES DIFFICULTÉS D'APPLICATION DU TEC-CEDEAO, Agence Africaine pour le Commerce et le Développement, PROGRAMME / ASSISTANCE TECHNIQUE ET FORMATION, CEDEAO.

**Épiphane Gildéric Sènahin ADJOVI (2006)**, l'impact de l'Accord de Partenariat Economique (APE) sur l'économie béninoise à l'aide d'un Modèle d'Équilibre Général Calculable (MEGC), Rapport.

**FONTAGNE, L., FREUDENBERG, M. et PAJOT, M. (1999)**, Potentiel d'échanges entre l'UE et les PECO : un réexamen », in *Revue Economique*, n°6, Novembre.

**JAMES E. ANDERSON AND ERIC VAN WINCOOP** (2003), A Solution to the Border Puzzle, *The American and economic review*, VOL. 93 NO. 1, pp 170-192.

---

**Jean-Marc SUPPER (2012)**, Impact du commerce international sur le marché du travail des industries canadiennes,

**Linneman, H.** (1966). An econometric study of international trade ow. Amsterdam : North-Holland Publishing Company.

**Matthieu Crozet & Federico Trionfetti (2002)**, Effets-Frontières Entre Les Pays De L'union Européenne : Le Poids Des Politiques D'achats Publics, 2002/1 n° 89-90 | pages 189 à 208 ISSN 1240-8093, La Documentation française | « Économie internationale » <https://www.cairn.info/revue-economie-internationale-2002-1-page-189.html>

**Newton, I. (1687)**. Principia Mathematica philosophiae naturalis. Cambridge University Press, 2ème éd. : 1713.

**Norman D. Aitken (1973)**, The Effect of the EEC and EFTA on European Trade: A Temporal Cross-Section Analysis, The American Economic Review, Vol. 63, No. 5 (Dec., 1973), pp. 881-892 (12 pages), <https://www.jstor.org/stable/1813911>.

**Ohlin, B. (1933)**. *Interregional and International Trade*. Cambridge : Harvard University Press.

**Rachidi KOTCHONI, BLAISE GNIMASSOUN et CHARLEMAGNE IGUÉ (2019)**, « Potentiel d'expansion des échanges commerciaux entre les pays francophones d'Afrique de l'Ouest », Rapport d'étude

**Robert A. PASTOR (1980)**, Congress and the Making of Foreign Economic Policy, 1929-1976, Berkeley, University of California Press, p. 9.

**TALEB et HACHEMAOUI (2017)**, « Potentiel des Echanges Intermaghrébins : Quels Enseignements pour l'Algérie ?

**Windmeijer, F.** (2005). A finite sample correction for the variance of linear efficient two-step GMM estimators. Journal of Econometrics 126 : 25-51.

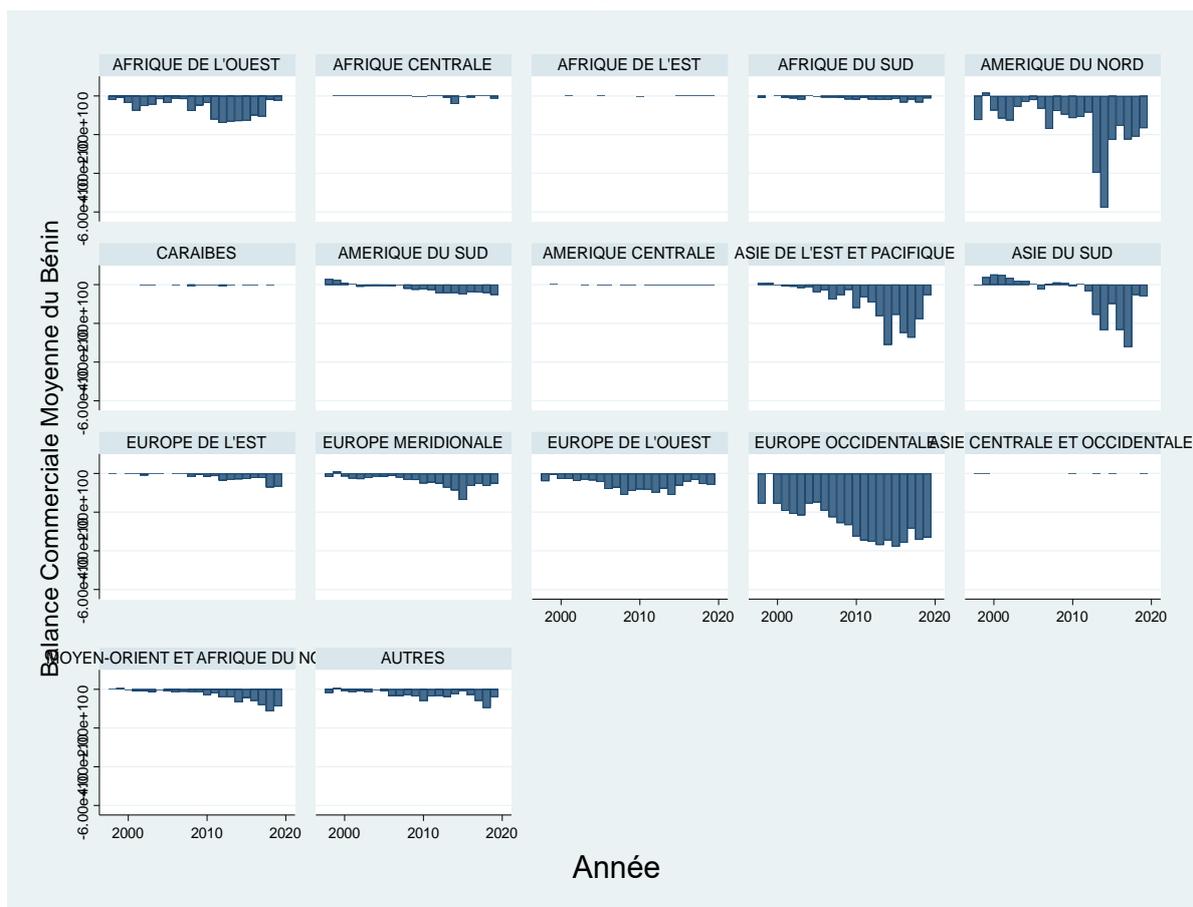
## ANNEXE : Suite des résultats des travaux

**Tableau 7 : Tarifs appliqués aux produits béninois sur les principaux marchés**

Principaux marchés de destination (2015)		Droit NPF du commerce au niveau de la ligne	Tarif préférentiel, moyenne	Importation en franchise de droits, en termes
<b>Produits agricoles</b>	1. Inde	0.9 %	0.0 %	97.0 %
	2. Nigéria	5.7 %	0.0 %	0.0 %
	3. Chine	19.6 %	18.6 %	52.0 %
	4. Viet Nam	1.5 %	0.0 %	52.0 %
	5. Indonésie	0.1 %	0.0 %	97.9 %
<b>Produits non agricoles</b>	1. Mali	8.0 %	0.0 %	3.7 %
	2. Chine	0.0 %	0.0 %	100.0 %
	3. République Libanaise	0.0 %	0.0 %	99.8 %
	4. Inde	4.2 %	0.0 %	24.1 %
	5. Nigéria	10.0 %	0.0 %	0.1 %

Source : OMC, ITC, CNUCED. Profil tarifaire dans le monde, 2015.

**Figure 6 : Evolution de la balance commerciale par zone**



Source : Illustration des auteurs, INStAD, 2021

## Tableau 8: Définition des variables des modèles

**GDPP<sub>i(j)</sub>** : PIB en parité du pouvoir d'achat (PPA) du pays i(j)

**GDPPC<sub>i(j)</sub>** : PIB au taux de change courant du pays i(j)

**GDPPN<sub>j</sub>** : PIB en parité du pouvoir d'achat du pays j normé par le PIB PPA total des pays de l'échantillon

$$\text{GDPPN}_j = \frac{\text{GDPP}_j}{\sum \text{GDPP}_k} \quad (\text{A.13})$$

**GDPCN<sub>j</sub>** : PIB au taux de change courant du pays j normé par le PIB total des pays de l'échantillon

**DFGDPP<sub>j</sub>** : Différence de taille entre le pays i et le pays j approximé par la différence de PIB en PPA entre les pays i et j

$$\text{DFGDPP}_{ij} = 1 + \frac{w \ln w + (1 - w) \ln(1 - w)}{\ln 2} \quad (\text{A.14})$$

avec  $w = \frac{\text{GDP}_i}{\text{GDP}_i + \text{GDP}_j}$

**DFGDPC<sub>ij</sub>** : Différence de taille entre le pays i et le pays j approximé par le PIB au taux de change courant entre les 2 pays.

**DFGDPPH<sub>ij</sub>** : Distance économique entre le pays i et le pays j approximé par la différence de PIB en PPA par habitant défini par :

$$\text{DFGDPPH}_{ij} = |\text{GDPPH}_i - \text{GDPPH}_j| \quad (\text{A.15})$$

**DFGDPPCH<sub>ij</sub>** : Distance économique entre le pays i et le pays j approximé par la différence de PIB courant par habitant

**Dist<sub>ij</sub>** : Distance géographique entre les centres économiques du pays i et du pays j

**Front<sub>ij</sub>** : Variable indicatrice indiquant l'existence d'une frontière commune entre le pays i et le pays j. Elle prend 2 si i et j sont frontaliers et 1 sinon.

**CEDEAO<sub>ij</sub>** : Variable muette indiquant si le pays i et le pays j appartiennent à la CEDEAO et à l'UEMOA. Elle vaut 2 si le pays i et le pays j appartiennent à la CEDEAO et l'UEMOA et 1 sinon.

---

Source : Illustration des auteurs, adapté de Linneman ; de Festoc-Bergstrand (1989), INStAD, 2021.

Les OP sont liées aux mesures non tarifaires et expliquent pourquoi une réglementation est contraignante (Voir Tableau 10).

**Tableau 9 : Liste des obstacles procéduraux (OP)**

A	Problèmes administratifs relatifs au règlement	A1. Grand nombre de documents différents à fournir A2. La documentation est difficile à remplir A3. Difficultés avec la traduction de documents à partir ou dans d'autres langues A4. Nombreux guichets/organisations administratives impliquées, documents redondants
B	Problèmes d'information / de transparence	B1. Les informations sur le règlement ne sont pas publiées et disséminées de manière appropriée B2. Aucune notification appropriée des changements apportés au règlement et les procédures qui y sont relatives B3. Règlement modifié fréquemment B4. Les exigences et procédures sont différentes des informations publiées
C	Comportement discriminatoire des fonctionnaires	C1. Comportement arbitraire des fonctionnaires en matière de classification et d'évaluation des produits C2. Comportement arbitraire des fonctionnaires au sujet du règlement
D	Contraintes liées au temps	D1. Retard relatif à la mise en œuvre/application du règlement D2. Délais pour appliquer les exigences (conditions) trop courts
E	Paiement informel ou exceptionnellement élevé	E1. Frais et charges exceptionnellement élevés pour la mise en œuvre/application du règlement/certificat E2. Paiement informel, p.ex. pot-de-vin, pour la mise en œuvre/application du règlement/certificat
F	Manque d'installations spécifiques au secteur	F1. Installations limitées / inopportunes pour les essais (test) F2. Installations limitées / inopportunes spécifiques au secteur pour le transport et le stockage, p.ex. stockage ou transport frigorifié F3. Autres installations limitées / inopportunes relatives à la mise en œuvre/application du règlement/certificat
G	Manque de reconnaissance / accréditation	G1. Manque de reconnaissance/accréditation internationale des installations G2. Autres problèmes relatifs au manque de reconnaissance, p.ex. manque de reconnaissance des
H	Autres	H1. Autres obstacles procéduraux

Source : OMC, ITC, CNUCED. Profil tarifaire dans le monde, 2015

**Tableau 10 : Potentiel moyens d'échange du Bénin avec les pays de l'Afrique du Sud (%)**

Pays	TotalTaxes	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets Taxes	Sans taxes	Avec taxes	Effets Taxes
Angola	426 219 809,5	98,1	89,3	-8,7	112,5	101,2	-11,4
Malawi	752 359,4	114,6	107,4	-7,3	147,0	121,0	-26,0
Mozambique	26 490 308,9	92,4	85,8	-6,6	120,8	103,1	-17,7
Namibia	309 069 096,1	118,9	111,6	-7,3	145,0	124,2	-20,7
Lesotho	245 803,4	103,9	89,2	-14,7	78,5	73,1	-5,4
South Africa	3 258 730 521,4	134,5	122,1	-12,4	129,7	118,6	-11,1
Zambia	787 532,1	101,2	93,6	-7,7	89,7	77,5	-12,2
Zimbabwe	1 162 166,8	96,7	89,1	-7,6	93,9	80,6	-13,4
MoyenneAFRSUD	502 932 199,7	107,5	98,5	-9,0	114,7	99,9	-14,7

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 11 : Potentiels moyens des échanges en Afrique de l'Ouest**

Pays	TotalTaxes	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets	Sans taxes	Avec taxes	Effets
Burkina Faso	378 894 646,8	102,1	88,7	-13,3	56,6	78,2	21,6
Côte d'Ivoire	3 842 088 196,8	119,9	109,8	-10,1	151,3	119,9	-31,4
Guinée Bisau	4 900,5	89,3	80,3	-9,0	132,4	86,5	-46,0
Mali	116 274 964,9	105,0	97,4	-7,6	113,1	87,4	-25,7
Niger	296 307 221,4	117,9	101,7	-16,2	57,4	78,5	21,2
Sénégal	1 688 787 426,0	126,9	116,8	-10,1	188,7	132,1	-56,5
Togo	12 307 614 038,5	109,3	92,4	-16,9	83,4	112,7	29,3
Nigéria	5 723 858 539,6	103,6	88,3	-15,3	62,7	81,6	18,9
Cap-Vert	4 950 619,7	82,3	76,7	-5,6	91,3	70,4	-20,9
Ghana	2 284 964 049,0	133,5	119,4	-14,1	187,8	128,9	-58,9
Guinée	183 484 747,9	96,0	90,8	-5,2	127,9	99,4	-28,5
Libéria	26 882 480,2	107,7	97,4	-10,3	138,2	92,8	-45,4
Sierra-Léone	-	94,7	88,0	-6,7	113,1	86,6	-26,5
The Gambia	565 636,4	88,4	82,3	-6,1	96,5	74,4	-22,1
MoyenneAFROUEST	2 065 700 910	105	95,0	-10,5	114,3	95,0	-19,3

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 12 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Afrique centrale et Australe**

Pays	TotalTaxes	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets	Sans taxes	Avec taxes	Effets
Botswana	1 047 983,9	91,7	85,8	-5,9	105,4	89,8	-15,6
Burundi	948 624,4	124,8	112,2	-12,5	111,6	87,1	-24,5
Cameroon	227 017 130,4	128,2	116,2	-12,0	141,6	126,4	-15,2
Central African Republic	0,0	122,6	110,3	-12,3	121,5	95,0	-26,5
Chad	109 665 382,5	132,8	122,7	-10,1	105,3	91,4	-13,9
Congo	76 653 530,6	111,8	100,2	-11,6	127,3	131,1	3,8
Congo Dem. Rep.	114 578 392,6				100,9	102,2	1,3
Equatorial Guinea	8 052 102,5	129,8	119,7	-10,1	134,4	116,9	-17,5
Gabon	142 500 822,4	145,7	134,3	-11,3	142,1	124,8	-17,3
Sao Tome and Principe	0,0	80,0	66,1	-13,9	101,5	81,9	-19,6
MoyenneAFRCENAUST	68 046 396,9	118,6	107,5	-11,1	119,2	104,7	-14,5

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 13 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Afrique de l'Est**

Pays	Total Taxes	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets	Sans taxes	Avec taxes	Effets
Comoros	-	82,1	73,4	-8,8	156,9	111,5	-45,4
Eritrea	403 156,4	110,7	99,3	-11,4	109,4	84,9	-24,5
Ethiopia	19 092 032,2	79,2	71,8	-7,5	101,9	89,1	-12,8
Kenya	20 396 503,0	101,7	92,7	-9,1	111,8	98,3	-13,5
Madagascar	84 383 135,8	112,1	106,2	-6,0	138,2	118,7	-19,5
Mauritius	131 326 061,1	156,5	148,2	-8,3	150,9	127,2	-23,7
Rwanda	1 061 418,7	98,0	91,5	-6,5	117,2	100,8	-16,4
Seychelles	9 963 926,3				162,5	116,8	-45,8
Somalia	298 177,3	100,2	93,0	-7,2	100,0	80,6	-19,3
Sudan	2 476 112,0	75,5	65,5	-10,0	63,8	63,5	-0,2
Tanzania	-	90,3	82,2	-8,2	99,9	87,7	-12,2
Uganda	3 014 356,6	90,9	82,9	-8,0	97,7	85,0	-12,8
MoyenneAFRL'EST	22701240,0	99,7	91,5	-8,2	117,5	97,0	-20,5

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 14 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Amérique du Nord**

Pays	Exportations		Importations	
	PotXTECCDEAO/UEMOA	EffetXTECCDEAO/UEMOA(Point de %)	PotMTECCDEAO/UEMOA	EffetMTECCDEAO/UEMOA(P %)
<b>Bermuda</b>	0,0	0,0	110,0	1,7
<b>Etats-Unis</b>	96,1	-1,2	96,4	0,1
<b>MoyenneAMERNOR</b>	48,1	-0,6	103,2	0,9

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 15 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Amérique centrale**

Pays	Total	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets	Sans taxes	Avec taxes	Effets
Belize	13 479 301,5	124,16	112,20	-11,96	169,49	123,49	-46,00
El Salvador	3 590 509,2	108,95	101,43	-7,52	103,27	87,45	-15,82
Guatemala	79 594 953,6	113,39	105,34	-8,05	101,43	87,85	-13,57
Honduras	6 924 473,4	96,15	90,13	-6,02	97,30	82,15	-15,16
Mexique	48 289 553,3	74,38	67,56	-6,83	79,84	73,75	-6,09
Nicaragua	595 843,5	0,00	0,00	0,00	102,77	86,30	-16,47
Panama	139 916 984,8	123,11	114,64	-8,48	118,05	101,01	-17,04
MoyenneAMERCEN	41 770 231	91,45	84,47	-6,98	110,31	91,72	-18,59

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 16 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Amérique du Sud**

Pays	Total	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets	Sans taxes	Avec taxes	Effets
Argentine	223 782 466,2	76,19	66,35	-9,85	86,57	87,72	1,16
Bolivia	1 596 844,6	71,48	62,57	-8,90	69,05	68,24	-0,81
Brazil	8 593 029 623,7	94,97	82,53	-12,44	99,03	101,51	2,48
Equateur	5 877 698,6	91,74	84,47	-7,26	93,33	81,73	-11,60
Guyane	2 442 722,3	129,33	117,64	-11,70	132,60	100,04	-32,56
Paraguay	2 876 703,3	87,65	80,78	-6,86	97,61	83,46	-14,15
Pérou	9 599 668,5	115,55	105,83	-9,72	90,69	80,68	-10,02
Suriname	913 051,8	104,95	97,46	-7,49	123,68	96,44	-27,25
Uruguay	129 303 996,2	90,93	83,40	-7,54	128,37	110,67	-17,70
Venezuela	1 866 623,7	114,95	105,48	-9,47	95,52	86,51	-9,00
MoyenneAMERSUD	1 105 014 847,4	97,77	88,65	-9,12	101,64	89,70	-11,94

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 17 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Asie de l'Est et Pacifique**

Pays	Total	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets	Sans taxes	Avec taxes	Effets
Singapour	4 082 943 656,3	141,6	131,1	-10,5	137,5	126,0	-11,5
Taiwan, Province de Chine	330 820 697,7	133,2	122,0	-11,3	107,0	97,2	-9,8
Thaïlande	13 334 597 397,8	146,4	133,8	-12,6	144,6	130,5	-14,0
Timor Oriental	315 622,9	0,0	0,0	0,0	93,1	91,8	-1,3
Tonga	626 434,0	0,0	0,0	0,0	145,9	91,1	-54,8
Tuvalu	456 154,1	0,0	0,0	0,0	96,5	39,8	-56,7
Vanuatu	24 317,0	0,0	0,0	0,0	119,8	79,4	-40,4
Vietnam	1 106 018 395,4	121,8	106,6	-15,2	103,9	106,5	2,6
MoyenneASIEPACI	2 095 089 187,6	67,9	61,7	-6,2	118,5	95,3	-23,2

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 18 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Asie du Sud**

Pays	Total	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets	Sans taxes	Avec taxes	Effets
Afghanistan	8 955 798,6	83,2	74,4	-8,8	94,0	93,6	-0,3
Bangladesh	436 304 192,6	109,8	95,3	-14,5	85,0	85,6	0,6
Bhutan	-	0,0	0,0	0,0	68,7	61,9	-6,8
Inde	15 012 558 218,4	143,4	129,7	-13,7	120,5	112,3	-8,1
Maldives	56 130,1	0,0	0,0	0,0	118,2	90,4	-27,7
Népal	49 509,1	0,0	0,0	0,0	108,6	92,3	-16,3
Pakistan	1 078 321 536,7	129,5	117,9	-11,6	124,2	111,8	-12,4
Sri Lanka	12 297 035,8	100,5	92,6	-7,9	97,1	84,5	-12,7
MoyenneASIESUD	2 068 567 802,7	70,8	63,7	-7,1	102,0	91,6	-10,5

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 19 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Europe de l'Est**

Pays	Total	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets	Sans taxes	Avec taxes	Effets
Bélarus	25 250 607,1	0,0	0,0	0,0	113,4	99,0	-14,5
Bulgarie	43 426 845,9	83,4	72,6	-10,8	86,5	86,0	-0,6
Hongary	104 788 721,0	87,1	75,5	-11,6	84,2	84,4	0,2
Moldova, République de	5 041 516,3	118,9	116,4	-2,5	118,1	104,2	-13,9
Pologne	4 083 021 250,0	84,6	76,8	-7,8	114,3	104,8	-9,5
Tchèque, République	760 433 221,6	91,3	83,4	-7,9	115,0	103,7	-11,3
Roumanie	59 556 417,1	94,0	85,8	-8,2	100,0	89,8	-10,2
Russie, Fédération de	378 711 568,9	87,9	79,5	-8,3	97,1	90,3	-6,7
Slovaquie	77 323 922,3	80,8	74,0	-6,8	99,0	87,7	-11,3
Ukraine	1 229 968 073,0	96,7	84,0	-12,7	109,4	109,7	0,3
MoyenneEUREST	676 752 214,3	82,5	74,8	-7,7	103,7	96,0	-7,8

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 20 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Europe Méridionale**

Pays	Total	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets	Sans taxes	Avec taxes	Effets
Albanie	70 715 323,0	83,7	73,9	-9,8	97,1	96,2	-0,9
Bosnia and Herzegovina	2 681 029,7	77,6	67,8	-9,8	80,8	79,6	-1,2
Croatie	19 480 272,0	84,7	77,4	-7,3	104,7	92,0	-12,7
Espagne	10 110 035 676,7	123,9	112,1	-11,8	118,2	110,8	-7,3
Grèce	998 431 558,7	93,7	85,3	-8,4	103,2	94,1	-9,2
Italie	5 602 981 898,2	124,9	112,9	-12,0	112,6	106,2	-6,4
Portugal	1 386 540 243,3	144,3	131,3	-13,0	117,0	106,5	-10,5
Slovénie	10 305 889,3	127,6	117,5	-10,2	94,6	82,8	-11,8
MoyEURMERI	2 275 146 486,4	107,5	97,3	-10,3	103,5	96,0	-7,5

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 21 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Europe de l'Ouest**

Pays	Total	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets	Sans taxes	Avec taxes	Effets
Estonie	69 731 576,3	0,0	0,0	0,0	131,5	112,2	-19,3
Finland	145 091 891,8	76,2	66,2	-10,0	88,2	88,9	0,7
Irlande	1 010 083 089,0	105,1	96,2	-8,9	123,3	111,7	-11,5
Islande	93 503 835,2	94,8	88,9	-5,8	142,5	120,7	-21,8
Lituanie	212 781 956,1	106,1	97,8	-8,3	129,9	112,7	-17,2
Norvège	1 354 172 005,6	93,7	85,7	-8,0	118,4	108,1	-10,3
Royaume-Uni	9 151 526 438,5	105,3	95,3	-10,0	116,0	109,6	-6,4
Suède	2 018 392 249,5	100,3	91,5	-8,8	118,8	109,0	-9,8
MoyenneEUROUES	1 756 910 380,3	85,2	77,7	-7,5	121,1	109,1	-12,0

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 22 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Europe Occidentale**

Pays	Total	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets	Sans taxes	Avec taxes	Effets
Allemagne	7 289 026 105,8	115,2	104,1	-11,0	109,4	103,7	-5,7
Austria	288 579 458,4	62,9	54,5	-8,4	86,2	87,3	1,1
Belgium	16 304 112 740,7	108,8	94,6	-14,2	112,4	114,0	1,6
France	41 069 358 276,6	124,4	112,4	-11,9	124,8	118,0	-6,8
Luxembourg	213 376 148,3	100,9	93,3	-7,6	116,3	101,8	-14,5
Pays-bas	12 211 291 674,0	122,4	111,2	-11,3	69,5	64,5	-5,0
Switzerland	47 512 028,6	104,5	95,1	-9,5	82,5	76,1	-6,4
MoyenneEUROCC	11 060 465 204,7	105,6	95,0	-10,6	100,2	95,1	-5,1

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 23 : Potentiels moyens des échanges du Bénin avec l'Asie centrale et Occidentale**

Pays	Total	Potentiel moyen d'exportations			Potentiel moyen d'importations		
		Sans taxes	Avec taxes	Effets	Sans taxes	Avec taxes	Effets
Armenia	5381256,1	78,2	69,3	-8,9	92,3	92,0	-0,3
Azerbaijan	696790,0	0,0	0,0	0,0	45,9	45,5	-0,5
Chypre	52448338,9	119,9	111,6	-8,3	117,7	101,4	-16,3
Géorgie	5804129,3	93,1	87,0	-6,2	123,6	105,4	-18,2
Kazakstan	11932,4	100,5	92,2	-8,2	49,0	43,8	-5,2
Ouzbékistan	583240,3	0,0	0,0	0,0	101,8	88,9	-12,8
Turkménistan	9337890,9	122,4	112,3	-10,1	69,2	59,7	-9,5
Turquie	7000635314,6	121,5	111,3	-10,3	118,4	112,7	-5,7
MoyenneASIECENTOCCI	884362361,6	79,4	73,0	-6,5	89,7	81,2	-8,6

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021

**Tableau 24 : Tests de stationnarité de Fisher**

Ho: All panels contain unit roots										
Ha: At least one panel is stationary										
Fisher-type unit-root test for	lx_ben_ijchge		lx_ben_jichge		ldfgdpphij		lgdpcnj		ldfgdpcij	
	Statistic	P-value	Statistic	P-value	Statistic	P-value	Statistic	P-value	Statistic	P-value
Inverse chi-squared() P	1437,1	0,00	1142,9	0,00	831,4	0,00	419,6	0,00	903,4	0,00
Inverse normal Z	-26,4	0,00	-13,3	0,00	-11,6	0,00	-6,9	0,00	-16,5	0,00
Inverse logit t() L*	-31,1	0,00	-17,5	0,00	-12,5	0,00	-8,9	0,00	-16,6	0,00
Modified inv. chi-squared Pm	46,0	0,00	28,6	0,00	17,3	0,00	11,5	0,00	19,9	0,00

Source : Calcul des auteurs, INStAD, 2021